

**Rapport d'activité 2008**

Jean-Louis Levet, Directeur général de l'IRES

Document approuvé par le Conseil d'administration du 20 mars 2009



## SOMMAIRE

<b>Introduction générale</b> .....	<b>5</b>
<b>Axes de travail</b> .....	<b>11</b>
1. Relations professionnelles, démocratie sociale .....	11
2. Mutations productives, financières et restructurations .....	16
3. Transformations de l'emploi et du travail .....	22
4. Protection sociale, salaires et autres revenus.....	34
<b>Nouveaux enjeux</b> .....	<b>39</b>
5. Politique économique : un domaine de recherche en cours de création.....	39
6. Contribution au dialogue inter-syndical	
- Forum annuel franco-allemand des organisations syndicales.....	41
- Préparation de la première Université de printemps de l'IRES.....	41
<b>Activités transversales</b>	
7. Principales publications de l'Institut	
- La Revue de l'IRES .....	43
- La Chronique internationale .....	43
8. Fondation de Dublin et Observatoires européens .....	46
9. Entretiens de l'IRES.....	50
10. Etudes réalisées par les organisations syndicales .....	51
11. Centre de Documentation .....	52
<b>Annexes</b>	
Annexe 1 : publications .....	55
Annexe 2 : colloques .....	65
Annexe 3 : conventions de recherche achevées ou en cours en 2008 .....	73

L'IRES (Institut de Recherches Economiques et Sociales) a été créé en 1982 par l'ensemble des organisations représentatives françaises, avec le concours du gouvernement. La CFDT, la CFE-CGC, la CFTC, la CGT, la CGT-FO et l'UNSA Education le gèrent en commun.

L'IRES a pour vocation de répondre aux besoins exprimés par les organisations syndicales représentatives dans le domaine de la recherche économique et sociale. L'Institut exerce ainsi une fonction originale, consistant à construire et à enrichir le lien entre le travail de recherche dans les domaines concernés et les attentes syndicales. L'Institut remplit une fonction unique de lieu d'activité et d'échange intellectuels commun aux organisations syndicales, dans le respect de leur diversité et de leurs préoccupations spécifiques. Son parcours est fondé sur quatre facteurs : l'autonomie, la rigueur scientifique, le pluralisme et l'ouverture internationale.

## INTRODUCTION

Le rapport d'activité 2008 de l'IRES se structure autour des quatre axes définis dans le cadre du programme scientifique à moyen terme (PSMT) 2005-2009, avec des évolutions introduites par le programme de travail de 2007. Ces quatre axes sont les suivants :

- *Relations professionnelles et démocratie sociale;*
- *Mutations productives, financières et restructurations;*
- *Transformations de l'emploi et du travail;*
- *Protection sociale, salaires et autres revenus.*

La définition des quatre axes de recherche vise à délimiter des domaines de recherche cohérents et complémentaires, dans le but d'organiser une prise en charge unifiée de la thématique commune qui a été retenue par le PSMT, et qui porte sur « la cohésion du monde salarial au sein d'une économie et d'une société confrontées à des transformations structurelles ».

Le rapport d'activité fournit une présentation des différents thèmes qui ont été traités au cours de 2008 au sein de chaque axe et des missions transversales qui ont été assurées au sein de l'Institut. Ces missions, à la fois à caractère éditorial et de recherche, concernent des projets collectifs mobilisant l'ensemble des chercheurs et plus largement l'ensemble du personnel de l'Institut. Enfin, le rapport d'activité relate la mise en œuvre de projets correspondant à de nouveaux enjeux, présentés dans le programme de travail de 2008. Le sommaire détaillé du rapport est donné dans l'encadré ci-après.

## **Sommaire des sujets de recherche, nouveaux enjeux et activités transversales en 2008**

### **Axe 1 : Relations professionnelles et démocratie sociale**

- Les entreprises françaises et canadiennes face à la mondialisation
- Evolution des négociations collectives dans six pays européens
- Les accords-cadres internationaux : une étape vers l'internationalisation des relations professionnelles ?
- La prise en charge des salariés en longue maladie
- La participation des salariés dans la société européenne. La représentation des salariés aux conseils d'administration/de surveillance
- Les administrateurs syndicaux dans les caisses locales du régime général de sécurité sociale
- Séminaire de recherche sur la démocratie industrielle

### **Axe 2 : Mutations productives, financières et restructurations**

- Les stratégies des firmes, les mutations du système productif et leurs effets sur l'emploi et le travail
- Evolutions industrielles et développement territorial
- Participation aux travaux de « France 2025 »
- Choix stratégiques, modes de gouvernance des firmes et restructurations
- Transformations du système financier et comportements des entreprises
- La responsabilité sociale de l'entreprise
- Spécialisations nationales et politiques industrielles

### **Axe 3 : Transformations de l'emploi et du travail**

- Performances d'emploi en comparaison internationale
- Conjoncture économique et sociale
- Mondialisation et emploi
- Perspectives d'un marché du travail européen
- Les jeunes et le marché du travail: l'apport des comparaisons internationales
- L'emploi des seniors et les stratégies des entreprises
- Inégalités hommes-femmes sur le marché du travail
- Accompagnement des chômeurs
- L'intérim et les nouvelles intermédiations sur le marché du travail
- La politique migratoire française dictée par les besoins
- Les négociations sur la flexibilité de l'emploi de 1984
- Flexicurité, dispositifs de sécurisation et territoire
- Flexicurité : l'état des débats
- Organiser l'emploi public : les différentes temporalités à l'œuvre
- Les acteurs de la santé au travail : l'apport d'une perspective historique
- Santé publique au travail : le prisme du stress au travail

### **Axe 4 : Protection sociale, salaires et autres revenus**

- Comparaison européenne des aides aux familles
- Coût de l'enfant et politiques de soutien aux parents
- Congés aux parents
- Différents travaux et publications dans le domaine des retraites
- Réformes des systèmes nationaux indemnitaires du chômage
- Mesure et indemnisation du chômage
- Pouvoir d'achat des salaires et des revenus des ménages

### **Nouveaux enjeux**

- Politique économique, un domaine de recherche en cours de création
- Premier forum annuel franco-allemand des organisations syndicales
- Préparation de la première Université de printemps de l'IRES

### **Activités transversales**

- La Revue de l'IRES
- La Chronique internationale de l'IRES
- Fondation de Dublin et observatoires européens
- Les *Entretiens* de l'IRES
- Etudes réalisées par les organisations syndicales
- Le Centre de documentation

### ***Une diversité de domaines de travail et de méthodes***

La présentation des différents thèmes traités au sein de chaque axe souligne l'importance - y compris numérique - des objets de recherche pris en charge au sein de l'IRES. Les avancées réalisées à chaque phase de travail poussent à une déclinaison plus large des centres d'intérêt. Chaque chercheur est occupé le plus souvent par plusieurs chantiers simultanément. Les comptes-rendus d'activité par axe manifestent la diversité des méthodes mises en œuvre au sein de l'Institut, depuis les enquêtes de terrain jusqu'aux approches globales.

La diversité des recherches résulte à la fois de choix internes à l'IRES et de sollicitations externes, liées à la reconnaissance de la capacité d'expertise de l'institut. Cette reconnaissance se concrétise par des actions de recherche menées *via* des contrats avec des organismes qui sont eux-mêmes très divers, et par des collaborations avec des chercheurs rattachés à des centres français ou internationaux. L'engagement ancien de l'Institut dans la comparaison internationale explique que les réseaux -parfois peu formalisés mais bien réels- qui attestent la reconnaissance scientifique dont bénéficie l'IRES, soient internationaux.

Les valorisations les plus saillantes (rapports, ouvrages, articles...) sont ici retenues. Il faut se reporter à *la Lettre de l'IRES*, qui rend compte trimestriellement des interventions des uns et des autres, pour mesurer l'importance des demandes adressées aux chercheurs à propos de leurs travaux. Ces demandes concernent des publics certes hétérogènes, mais tous activement concernés par les résultats des études de l'IRES. Ce fort engagement des chercheurs pour répondre à la demande sociale émanant de publics variés constitue l'une des originalités de l'Institut.

La valorisation des travaux revêt une forme particulière depuis quelques années, avec l'organisation, deux fois par an, des *Entretiens* de l'Institut, au Conseil Economique, Social et Environnemental. Au cours de l'année 2008, ils ont porté respectivement, en février sur les réformes des retraites et l'emploi des seniors et, en novembre, sur les évolutions comparées des modèles sociaux pour l'emploi en Europe.

### ***Quatre préoccupations majeures***

Sans chercher à dresser un bilan complet des travaux réalisés à un an de la fin du PSMT actuel (2005-2009), quatre préoccupations essentielles orientant les travaux de l'IRES méritent d'être soulignées.

Tout d'abord, centrer la réflexion sur les transformations structurelles de l'économie et de la société salariale a pour objectif de mettre l'accent sur le comportement des acteurs et le cadre institutionnel dans lequel ils déploient leurs actions : la stratégie des entreprises et leurs formes de gouvernance ; la protection sociale et les modèles de négociation collective ; le rapport des individus au travail et les modes d'accès à l'emploi ; le développement territorial et les politiques migratoires... Tous ces sujets témoignent d'une transformation en profondeur de l'économie et de la société, d'une tendance à l'approfondissement des clivages sociaux au sein des pays développés.

Ensuite, privilégier l'approche comparative dans les différents domaines de recherche, répond à une nécessité de plus en plus pressante, afin de mettre en évidence les spécificités nationales de chaque pays. En effet, chacun est caractérisé par un ensemble de paramètres institutionnels qui modèlent ses caractéristiques économiques et sociales, ce qui nous rappelle qu'il n'existe ni de modèle social optimal, ni de modèle de performance économique unique.

Renforcer l'analyse pluridisciplinaire constitue une priorité dans la mesure où les transformations en cours sont à la fois pluridimensionnelles et complexes. L'identification des évolutions naissantes et de leurs enjeux nécessite, plus que par le passé, de mobiliser différentes disciplines qui sont présentes au sein de l'Institut (économie, sociologie, histoire, politologie, gestion) ou qu'il faut mobiliser en faisant appel à des compétences extérieures, lorsque cela s'avère nécessaire.

Enfin, une quatrième préoccupation est relative à la nécessité, d'une part, de prolonger les diagnostics établis à partir des tendances passées, en s'interrogeant sur les dynamiques susceptibles de se développer dans le futur, et, d'autre part, d'accorder toute son importance dans la réflexion, à la volonté des groupes sociaux d'inscrire leurs projets dans la réalité future. Il s'agit d'éclairer l'action des acteurs, à l'aune des recherches réalisées.

### **Un besoin de mise en cohérence et de synthèse des résultats atteints**

La diversité des objets de recherche et des méthodes d'analyse exige d'engager une phase de réflexion qui vise une mise en cohérence et une synthèse des résultats de recherche atteints. Ce travail a commencé à se mettre en place au cours de l'année 2008, au sein des groupes correspondant aux quatre axes de travail. L'Institut aura à l'approfondir en 2009, afin d'être en mesure de proposer un bilan du PSMT actuel et d'en élaborer un nouveau d'ici la fin de l'année.

### **Enjeux nouveaux, évolutions en cours**

Des évolutions significatives dans les priorités de l'Institut, annoncées dans notre programme de travail 2008, ont commencé à prendre forme. Elles concernent principalement les trois orientations suivantes:

- L'internationalisation de la recherche (validation, échanges, projets collectifs, etc.) d'une part, et des sollicitations provenant de plusieurs partenaires européens proches de l'IRES par leurs liens avec le mouvement syndical, d'autre part, nous encouragent à *intensifier nos coopérations internationales*. Nous avons ainsi, au cours de l'année, renforcé nos liens avec des instituts comparables par leur positionnement dans le champ de la recherche économique et sociale.
- Le mouvement syndical est confronté de plus en plus ouvertement à des choix internationalisés et à une compréhension des liens entre l'économique, le social et l'environnemental. Pas plus que les organisations syndicales, les recherches menées au sein de l'Institut ne peuvent se cantonner à l'impact social des politiques économiques. Ainsi, *un nouveau domaine de recherche* est en cours de création sur les questions de politique économique et de leurs effets sur le système productif, la structure de l'emploi et la répartition des revenus.



- Tant en France qu'entre la France et ses principaux partenaires, les organisations syndicales ressentent le besoin de dialoguer davantage ensemble sur les enjeux stratégiques qui engagent l'avenir. L'IRES doit y apporter, en amont, sa contribution. Ainsi, en 2008, l'Institut a organisé, avec ses partenaires allemands (les fondations Hans Böckler et Friedrich Ebert), le premier *forum franco-allemand des organisations syndicales*, à Paris ; le prochain aura lieu en 2009, à Berlin. D'autres initiatives sont en cours de préparation, qui déboucheront l'année prochaine.

Le programme de travail 2009 tire, plus globalement, quelques unes des conséquences que suggère une lecture attentive du rapport d'activité qui suit.



## AXES DE TRAVAIL

### 1 - Relations professionnelles et démocratie sociale

Le groupe de travail a concentré ses activités sur les objectifs retenus dans le PSMT, à savoir à la fois les développements dans les secteurs privé et public avec une insistance sur les différenciations au sein du salariat. Cela s'est traduit en particulier par des recherches concernant les conséquences de la flexibilisation des statuts sur les acteurs des relations professionnelles.

Le groupe de travail est composé de : Christian Dufour (animateur), Adelheid Hege, Jean-Marie Pernot, Udo Rehfeldt, Catherine Vincent.

#### **Thème 1 : les relations professionnelles, leurs structures et la mondialisation.**

*Les entreprises françaises et canadiennes face à la mondialisation  
(Christian Dufour, Adelheid Hege)*

Un travail d'enquête dans des entreprises françaises et canadiennes a été poursuivi avec des chercheurs canadiens dans le cadre du programme CRIMT (Centre de recherche sur la mondialisation du travail). Un premier résultat doit être livré en 2009 avec la publication d'un article sur le concept de « référentiel syndical ». Cet article, déjà très avancé, sera discuté en avril 2009 dans le séminaire sur la démocratie industrielle. Les thèses avancées sont construites à partir d'analyses empiriques au sein d'une vingtaine d'entreprises, mais plus spécialement à partir de deux cas retenus dans cet article. L'article s'interroge sur un phénomène repéré dans la plupart des situations enquêtées. Alors que les équipes syndicales sont directement concernées par la mondialisation des entreprises où elles se trouvent, elles tendent à restreindre leurs zones d'action, en se concentrant sur leurs établissements d'origine. Cette attitude paradoxale trouve une explication qui pourrait se comprendre comme une phase de transition qui suppose la redéfinition de nombre des référentiels à travers lesquels l'action syndicale se déclinait antérieurement.

Les premiers résultats de ces travaux ont été présentés conjointement par les deux équipes de chercheurs lors de colloques internationaux, en particulier à Vancouver en juin 2008 et à Barcelone en septembre 2008.

*Evolution des négociations collectives dans six pays européens  
(Christian Dufour, Adelheid Hege)*

Les premiers travaux ont été conduits sur le projet de recherche soutenu par les agences d'objectifs de la CGT et de la CFDT autour du thème de l'évolution des négociations collectives. Le parti pris consiste à réaliser, d'une part, un travail de synthèse sur les six cadres nationaux de négociation collective (France, Allemagne, Espagne, Italie, Royaume Uni, Suède) dans la période des 25 dernières années et, d'autre part, des situations particulières et actuelles de recherche sur le terrain de la négociation font l'objet d'investigations. Il s'agit, à travers ces « focus » particuliers, moins de rendre compte de spécificités nationales que de rendre compte de tentatives de

renouvellement des conditions de prise en charge des objectifs et des moyens de négociation. Les travaux d'enquête menés jusqu'alors montrent qu'à partir de situations très diverses et de pressions inégales les syndicalismes rencontrés entreprennent des efforts soutenus de renouvellement de leurs moyens d'action, avec des principes de transformation et des résultats très inégaux.

*Les accords-cadres internationaux : une étape vers l'internationalisation des relations professionnelles ?*

*(Udo Rehfeldt en collaboration avec Isabel da Costa (CNRS-IDHE), Volker Telljohann (IpL Bologne) et Torsten Müller (FH Fulda))*

Udo Rehfeldt a participé à une enquête et à la rédaction d'un rapport pour la Fondation européenne relative à l'amélioration des conditions de travail de Dublin sur les accords-cadres internationaux (ACI). Des résultats intermédiaires ont été présentés dans deux séminaires d'experts organisés par la Fondation européenne, en décembre 2007, à Bruxelles et, en avril 2008, à Rome. Le rapport final sera publié en 2009. Au cours de l'enquête, l'équipe a rencontré les responsables de l'ensemble des fédérations syndicales internationales et européennes et des confédérations d'employeurs internationale et européenne, ainsi que les négociateurs des accords de quatre entreprises sélectionnées. Ces quatre études de cas feront l'objet d'une publication ultérieure.

Le rapport identifie deux sortes d'accords transnationaux signés par des entreprises multinationales : d'un côté, 68 ACI signés par des fédérations syndicales internationales sur les thèmes de la responsabilité sociale d'entreprise et des droits sociaux fondamentaux ; de l'autre côté 74 accords-cadres européens signés par des comités d'entreprise européens et/ou des fédérations syndicales européennes. Ces derniers accords portent sur une plus grande variété de thèmes, notamment les restructurations, le dialogue social, la santé et la sécurité etc. Ces accords, y compris les ACI, comportent une forte dimension européenne, car dans la quasi-totalité, ce sont des entreprises multinationales d'origine européenne (notamment allemande et française) qui sont signataires des ACI. Un certain nombre d'ACI ont également été co-signés par des comités d'entreprise européens. Ces derniers jouent souvent un rôle important dans la mise en œuvre et la surveillance des accords. Après avoir rappelé l'historique de la négociation collective transnationale, l'étude analyse les stratégies poursuivies par les fédérations syndicales internationales et européennes ainsi que les motivations des entreprises signataires d'accords transnationaux. L'étude conclut que ces accords apportent une internationalisation des relations professionnelle qui reste toutefois limitée. En revanche, ils constituent une contribution importante à l'europanisation des relations professionnelles.

**Thème 2 : la représentation des salariés, ses niveaux et sa pertinence.**

Nombre des sujets abordés dans le thème 1 sont directement reliés à ceux du thème 2. La pertinence des niveaux de représentation semble être une question clé de l'évolution des systèmes de relations professionnelles.

*La prise en charge des salariés en longue maladie  
(Christian Dufour, Adelheid Hege)*

Une étude a été conduite pour l'InCA (Institut national du Cancer) au cours de l'année 2008, en lien avec le CREDOC, sur les conditions de prise en charge des salariés en longue maladie. Les chercheurs du CREDOC ont réalisé des enquêtes en France. A. Hege et C Dufour ont réalisé une série d'enquêtes dans des entreprises allemandes sur ce thème, ce qui a permis une approche de terrain à partir d'un angle de vue original. Dans les entreprises allemandes, une figure représentative spécifiquement dédiée au grand handicap (représentant des grands handicapés institué au lendemain de la Première guerre mondiale) peut jouer un rôle important dans la mise en œuvre des politiques de réinsertion à la suite d'arrêts de travail prolongés et de prévention. Elle occupe une place originale dans le dispositif de la représentation collective des salariés. Les résultats de ces travaux mettent en relief les différences de prise en charge de ces questions dans les deux pays, davantage fondée sur des stratégies *ad hoc* dans les entreprises françaises, mobilisant souvent, dans le cas allemand, des réseaux de coopération stabilisés entre acteurs internes (DRH, représentants des salariés, médecin du travail) et externes (caisses maladie et retraites).

A la fin de 2008, une discussion est en cours avec l'Agence Nationale pour les Chèques-Vacances (ANCV) sur un projet d'études concernant les activités sociales conduites par les comités d'entreprise dans de grandes entreprises françaises.

Un contrat de coopération a aussi été acquis en lien avec le WSI sur le thème de la flexicurité, qui portera plus spécifiquement sur des questions relevant du cadre de la négociation collective en France.

*La participation des salariés dans la société européenne. La représentation des salariés aux conseils d'administration/de surveillance  
(Udo Rehfeldt)*

Udo Rehfeldt participe à un réseau d'experts européens, appelé « SEEurope », qui porte sur la directive relative aux sociétés européennes (SE) ainsi que sur les pratiques de la participation des salariés à la gestion des entreprises en Europe. Ce réseau, coordonné par Norbert Kluge (Institut Syndical Européen ETUI), a mis en place un système permanent d'échanges d'information. Il porte d'abord sur les transpositions législatives nationales de l'ensemble des directives européennes qui traitent de la participation des salariés (SE, société coopérative européenne et fusion transfrontalière). Il s'intéresse ensuite à la création de nouvelles SE et, plus généralement, aux débats publics et syndicaux sur la participation des salariés. Les documents élaborés par le réseau sont intégrés dans le site web de l'ETUI sur la participation des travailleurs : [http://www.worker-participation.eu/european\\_company/seeurope\\_network](http://www.worker-participation.eu/european_company/seeurope_network). Udo Rehfeldt a participé à la rédaction de deux monographies sur l'installation de la participation des travailleurs dans les SE de Plansee et MAN Diesel.

*Les administrateurs syndicaux dans les caisses locales du régime général de sécurité sociale (Udo Rehfeldt, Pierre Volovitch, Catherine Vincent).*

La recherche menée sur les administrateurs syndicaux dans les caisses locales du régime général de sécurité sociale a été finalisée en 2008. Réalisée dans le cadre d'un appel à projet de la MiRe (Mission de la Recherche, Drees) portant sur la gouvernance de la protection sociale, l'enquête sur cette population de militants syndicaux, qui occupe une place importante dans la vie interprofessionnelle des organisations syndicales françaises, est inédite dans la mesure où, jusqu'à présent, elle a fait l'objet de peu de recherche.

La première étape du travail a consisté en une enquête quantitative auprès de l'ensemble des administrateurs syndicaux concernés. Cette étape s'est effectuée en associant un « groupe de suivi » rassemblant des représentants de toutes les confédérations syndicales qui mandatent des administrateurs dans les caisses locales. Une analyse statistique plus approfondie a été réalisée au cours de l'année 2007. Une deuxième phase qualitative d'entretiens avec des équipes syndicales et de comparaison avec la situation en Allemagne a occupé l'année 2007.

Le rapport final détaille les résultats des analyses statistiques dans les deux pays. La comparaison montre que, des deux côtés du Rhin, la gestion paritaire est soumise de façon croissante à une tutelle publique et à des réformes législatives récurrentes. Les deux enquêtes sur les administrateurs syndiqués font apparaître d'autres convergences entre les deux pays. Tout d'abord, on assiste à une professionnalisation croissante de la gestion paritaire. Dans les deux pays, on constate une différenciation croissante entre un corps de gestionnaires professionnels et une population plus diversifiée de représentants syndicaux composé de permanents et de militants. Progressivement, les tâches de ces derniers évoluent vers des activités de cadrage général, de contrôle a posteriori de la gestion par les experts ou de mise en place d'opérations ponctuelles de solidarité. Enfin, la participation des administrateurs syndiqués est soumise, dans les deux pays, à un débat public, alimenté par des critiques issues de certains secteurs patronaux et politiques et amplifié par les médias. La multiplication des critiques de tout bords est révélatrice de la fragilité croissante du syndicalisme dans les deux pays.

Durant l'année 2008, la recherche a fait l'objet d'une valorisation dans différents séminaires. Un article pour la *Revue de l'IRES* est programmé.

*Séminaire de recherche sur la démocratie industrielle*

*(Animateurs : Udo Rehfeldt, Catherine Vincent, en collaboration avec Arnaud Mias (IDHE) et Frédéric Rey (CNAM))*

L'IRES s'est associé au Groupe de Travail « Relations Professionnelles » (GT18) de l'Association française de Sociologie pour organiser un séminaire de recherche commun sur le thème de la démocratie industrielle.

L'objectif de ce séminaire est de renouveler les conceptions de la démocratie industrielle à la lumière des évolutions actuelles documentées par les travaux pluridisciplinaires des différentes équipes qui étudient les relations professionnelles. La notion de démocratie industrielle est à la fois polysémique, ancienne et consubstantielle des relations professionnelles. Entendue comme

l'organisation par le pouvoir politique des rapports de pouvoirs entre les représentants du capital et du travail dans l'ensemble de la société, elle éclaire les points de contact entre les principes et les procédures de la démocratie politique et la sphère industrielle et rend ainsi visibles les liens entre luttes politiques et luttes syndicales. Dès l'origine, les formes de la démocratie industrielle dont l'objet est de réguler les espaces de confrontation entre patronats et syndicats font débat.

Ces débats se traduisent dans des dynamiques institutionnelles portées par les acteurs des relations professionnelles disposent de la capacité à pérenniser des arrangements sociaux dans l'ordre des règles institutionnelles. Si, pour certains auteurs (les Webb), l'établissement d'une démocratie industrielle fondée sur la négociation devait d'abord donner une place dans l'organisation sociale à la classe ouvrière, afin qu'elle cesse d'être « classe dangereuse », l'enjeu, après la fin de la deuxième guerre mondiale, porte plus directement sur la participation à la décision économique, que ce soit au travers d'institutions de représentation des intérêts salariés ou d'une collaboration organique entre salariés et patronat par la démocratie actionnariale. Cette institutionnalisation est pourtant toujours ambivalente et marquée par les compromis entre acteurs.

Les systèmes de coopération établis entre les acteurs des relations professionnelles dans la plupart des grands pays industrialisés sont désormais bouleversés par les profondes transformations économiques ; les enjeux se sont déportés et diversifiés. De puissantes forces de différenciation de la cohésion salariale poussent à remettre en cause non seulement les rôles institutionnels reconnus aux acteurs des relations professionnelles dans le système qu'ils contribuent à réguler, mais aussi les liens qu'ils entretiennent avec l'ensemble des forces sociales et ainsi leur rôle structurant dans les processus de hiérarchisation sociale.

Le séminaire privilégie l'interdisciplinarité, l'ouverture à l'international, la variété des intervenants (équipes et laboratoires de recherche, praticiens), en offrant une place importante aux débats et discussions avec le public. Le séminaire est programmé, dans un premier temps, sur 18 mois (novembre 2008-juin 2010). Chaque session du séminaire se déroule sur une journée, de façon à laisser du temps pour les discussions. Chaque demi-journée est consacrée à deux interventions, sur le modèle d'une présentation discutée. Il est prévu que le séminaire donnera lieu à une publication sur la base des travaux présentés, discutés et débattus, chez un éditeur.

Les deux premières séances tenues en 2008 ont porté respectivement sur les sujets suivants : « Démocratie industrielle et démocratie publique », et « Action publique et nouveaux espaces de régulation ».

### **Thème 3 : la représentation patronale**

*(Jean-Marie Pernot, Catherine Vincent)*

Jean-Marie Pernot et Catherine Vincent ont participé au séminaire organisé par la DARES en vue de préparer le lancement d'un appel d'offres pour une série d'études sur le patronat. Une contribution a été fournie après une enquête réalisée auprès des principales centrales syndicales (CGT, CFDT, FO). Leurs responsables, et notamment ceux et celles ayant la responsabilité de la négociation interprofessionnelle, ont été interrogés sur deux questions : d'une part, leur propre approche de l'évolution de la représentation patronale ; d'autre part, les attentes que leur

organisation pourrait formuler à l'égard d'une implication de l'IRES dans la réponse à cet appel d'offre. Une synthèse de ces entretiens a été présentée lors du séminaire DARES.

## **2 - Mutations productives, financières et restructurations**

Le champ de ce second axe est large. Il se donne en effet pour objet d'analyser les mutations financières, les transformations de l'appareil productif et leurs effets sur l'emploi.

Au cours de la période récente, l'IRES a abordé les grandes mutations en cours, notamment sous l'angle des restructurations d'entreprises. Le fait que l'Institut soit le centre national correspondant de la Fondation de Dublin, participe de la valorisation des compétences accumulées sur ces questions. Au cours de l'année 2008, dans les perspectives ouvertes par le programme de travail 2007, il s'est agi d'aller plus loin, en nous situant plus en amont pour la prise en compte des transformations du système productif, des mutations de l'économie mondiale et de leurs interactions avec les stratégies des entreprises.

Un cycle de huit séminaires sur ces questions a privilégié l'entrée par les entreprises avec plusieurs études de cas concrets. Il a permis d'apporter un éclairage complémentaire sur trois grandes problématiques socio-économiques : les effets contrastés de l'internationalisation des entreprises sur leurs performances de long terme ; le poids croissant de la financiarisation sur les relations sociales et la transformation du travail et ses effets sur l'emploi. Une étude démarrée à la rentrée 2008, sur les enjeux industriels du développement du Val-de-Marne, suite à un appel d'offres, permet une prise en compte de la dimension territoriale des activités productives et de leur devenir.

La question des restructurations en lien avec les comportements des firmes et de leurs modes de gouvernance a fait l'objet d'approfondissements, en particulier avec la valorisation des travaux réalisés sur le groupe Alstom au cours de l'année dernière. Ceux-ci permettent également de dégager des pistes de recherche complémentaires dans le cadre du projet CAPRIGHT (*Ressources, droits, capacités: à la recherche de fondements sociaux pour l'Europe*), qui regroupe vingt-cinq laboratoires européens. Les transformations récentes du système financier mondial exercent en amont des effets puissants sur les stratégies des entreprises et le dialogue social. Un premier document de travail tente de cerner les dynamiques en jeu et ainsi de préparer une problématique de recherche pour 2009.

Confrontées à ces puissantes mutations économiques et financières à l'oeuvre, les organisations syndicales manifestent un intérêt croissant pour la responsabilité sociale de l'entreprise en lien avec le « développement durable ». Ce thème, qui est fortement présent désormais dans le débat public, a fait l'objet d'un numéro spécial de la revue de l'IRES, « Les syndicats face à la responsabilité sociale des entreprises ». Cette publication regroupe un ensemble de contributions de chercheurs, mettant notamment en évidence le fait que ce sujet peut contribuer à créer de nouveaux leviers d'action pour les organisations syndicales, notamment en permettant de rappeler aux entreprises leurs engagements.

Enfin, le rôle de l'Etat et des stratégies nationales mises en oeuvre dans le champ technologique et industriel évolue. Celui-ci, dans la plupart des pays développés, cherche à peser sur les déterminants de la performance des systèmes productifs et l'orientation de la spécialisation nationale. L'amplification de la crise économique réinterroge la question de l'intervention de l'Etat dans l'économie. Un premier ensemble de communications nourrit ces questions, qui



devraient faire l'objet d'un traitement plus structuré en 2009.

Le groupe de travail est composé de Catherine Sauviat (animatrice), Jean-Louis Levet, Florence Lefresne, avec la contribution de Solveig Grimault, Yves Lochard et Mouna Viprey.

#### **Thème 4 : stratégie des firmes et mutations du système productif**

Trois types de travaux, de nature différente, peuvent être regroupés dans cette rubrique : l'un relatif au cycle de séminaires organisé sur les stratégies des firmes et leurs effets sur l'emploi et le travail ; le second concernant un travail sur le développement industriel dans le territoire du Val-de-Marne ; un troisième relatif à la participation aux travaux de la Commission plénière, « France 2025 », placée auprès du Premier ministre.

*Les stratégies des firmes, les mutations du système productif et leurs effets sur l'emploi et le travail (Jean-Louis Levet, avec Heithem Benhassine et Tommaso Pardi)*

Un cycle de Rencontres (huit sessions sur la période novembre 2007/juin 2008) a été construit, relatif au thème « Quel avenir pour l'économie française ? Le renouveau du débat syndical : les stratégies des firmes, les mutations du système productif et leurs effets sur l'emploi et le travail ». Il a réuni en moyenne une cinquantaine d'intervenants : syndicalistes, chercheurs, dirigeants d'entreprise, experts de la Commission européenne, etc. Il a bénéficié de l'aide de deux doctorants : Heithem Benhassine (IRES/Paris XII), Tommaso Pardi (IRES/EHESS-CSU). L'originalité de ce Cycle réside dans *son positionnement* (contribuer au renouveau du débat syndical en France), *son objet* (enrichir une compréhension des évolutions de l'économie française), et *ses choix*. Ceux-ci sont au nombre de quatre :

- privilégier l'entrée par les entreprises, avec l'étude de cas concrets (*Danone, Alstom, Saint-Gobain, Toyota, Air France/KLM, Airbus*, des PME) : la condition pour comprendre au plus près les réalités économiques et sociales.
- Porter un regard multiple sur le monde du travail : dirigeants d'entreprise, syndicalistes, chercheurs, experts nationaux et européens : la condition d'un débat contradictoire.
- Partir d'une compréhension en amont du processus productif, avec l'étude des stratégies des firmes, pour ensuite en saisir les effets sur leur gouvernance, les relations sociales, les processus d'innovation, l'emploi, le travail, les territoires d'implantation : la condition pour substituer à une logique d'adaptation sous contrainte une logique d'anticipation collective.

*Une première partie introductive a été consacrée à un éclairage général sur l'économie française.* Contrairement à une idée dominante qui attribuerait le ralentissement de la croissance de l'économie française et ses difficultés à un manque de compétitivité des entreprises, il est apparu qu'au cours de la dernière décennie, les entreprises françaises ont profité d'une rentabilité particulièrement élevée, tout à fait comparable à celle de leurs concurrents étrangers. Autrement dit, la rentabilité élevée des entreprises françaises ne se transforme guère en croissance économique pour le pays. Différentes hypothèses ont été explorées : influence croissante du capitalisme financier sur les choix stratégiques des firmes, bilan ambivalent de la vague de fusions-acquisitions, etc.

Sept autres séances ont concerné un ensemble de cas d'entreprises. Les travaux réalisés ont permis d'apporter une contribution à *une compréhension renouvelée de trois grandes problématiques socio-économiques* :

- les effets contrastés de l'internationalisation des entreprises sur leurs performances de long terme ;
- le poids croissant de la financiarisation sur les relations sociales et les stratégies des entreprises ;
- la transformation du travail et ses conséquences sur l'emploi.

*Les préoccupations, les analyses et les suggestions ont varié suivant le type d'intervenant.* Ainsi les *dirigeants d'entreprise* ont mis l'accent sur la performance par l'adaptation/anticipation et sur la nécessité de pouvoir développer des stratégies de long terme, par opposition au court-termisme imposé par la gouvernance actionnariale. Les propos tenus par les *responsables syndicaux* ont montré, tant au niveau du diagnostic général que des orientations proposées, au-delà de la diversité des approches, des convergences de fond telles que, par exemple, la nécessité d'un mouvement syndical international fort, de nouvelles régulations mondiales, des politiques publiques promouvant le développement industriel, une reconnaissance réelle du travail.

Quant aux chercheurs et experts, deux points principaux ont émergé : la difficulté d'appréhender le lien micro-macro et la nécessité de construire un dialogue entre chercheurs et les autres acteurs. Enfin, les travaux ont dégagé un ensemble d'idées reçues et quelques leçons à retenir pour l'action.

L'équipe responsable de ce cycle a réalisé un site internet qui lui est dédié, avec trois objectifs : fournir de façon centralisée toutes les informations concernant le cycle de rencontres, les séances et les intervenants ; constituer et rendre disponibles en ligne des dossiers de recherche pour chaque séance, avec le compte-rendu, les présentations des intervenants et autres ressources documentaires ; permettre aux membres du séminaire et à tous les participants d'interagir, à la fois avec les intervenants et les autres membres, soit directement sur le site, soit indirectement par le formulaire de contact intégré.

Un premier rapport de synthèse a été produit et débattu lors de la dernière session du cycle (juin 2008) ; un rapport final, intégrant les réactions et propositions émises, a été réalisé en octobre 2008 et largement diffusé. Une dizaine d'intervenants ont également été mobilisés, dans la perspective de réaliser un numéro spécial de la Revue de l'IRES au cours du premier trimestre 2009. Il comportera notamment trois contributions, en cours de rédaction, de l'équipe responsable de ce Cycle.

*Evolutions industrielles et développement territorial*  
(Solveig Grimault, Jean-Louis Levet, Mouna Viprey)

Suite à un appel d'offre du Centre d'observation pour l'action économique du département du Val-de-Marne, l'IRES (Solveig Grimault, Jean-Louis Levet, Mouna Viprey) réalise, depuis septembre 2008, une étude quantitative et qualitative du tissu industriel val-de-marnais, du positionnement dans la chaîne de production, de son potentiel d'adaptation dans la nouvelle économie industrielle et de sa contribution à la compétitivité de la région Ile-de-France.

Cette étude, réalisée en partenariat avec le cabinet Amnyos (Jean-Yves Kerbourc'h et Sophie Bonnot), a deux objectifs : d'une part, effectuer un travail d'analyse et de compréhension des mutations industrielles à l'œuvre, en utilisant des indicateurs pertinents d'observation et en précisant l'environnement des entreprises industrielles ; d'autre part, en intégrant une dimension prospective à l'étude en dégagant une problématique commune des secteurs industriels agrégés, afin d'appréhender au mieux leur potentiel d'évolution, et de fournir des pistes d'actions en faveur des filières innovantes. Un rapport d'étape a été remis mi-décembre, comprenant une première synthèse d'une vingtaine d'entretiens préalables réalisés avec différents acteurs économiques, sociaux et institutionnels ; une étude quantitative présentant un état des lieux de l'implantation industrielle dans le département ; une présentation de quatre chaînes de valeur (santé, métallurgie, caoutchouc-plastiques, chimie) ; une analyse du poids de la sous-traitance dans les secteurs considérés. Le travail se poursuivra début 2009, complété notamment par une quarantaine d'entretiens avec des dirigeants d'entreprise dans les secteurs retenus, pour une remise du rapport final pour la fin du premier trimestre 2009.

#### *Participation aux travaux de « France 2025 »*

Un exercice prospectif « France 2025 », porté par le Secrétariat d'Etat à la Prospective et à l'Evaluation des politiques publiques auprès du Premier ministre, s'est déroulé d'avril à décembre 2008. Il avait pour objectif « d'échafauder un ensemble de scénarios possibles, d'options pour la France, compte tenu de ce que nous savons des grandes tendances et des caractéristiques propres du pays ». Cet exercice a été articulé autour de sept thèmes : « Europe-mondialisation », « Production et emploi », « Création, R&D, innovation », « Vivre ensemble », « Risque et protection sociale », « Ressources rares », « Etat et services publics ». Une Commission plénière, composée d'une cinquantaine de personnes (parlementaires, partenaires sociaux, présidents des groupes de travail, divers organismes et ministères) a débattu, au cours d'une dizaine de séances, des différents travaux des groupes thématiques et a contribué au travail de synthèse. Dans ce cadre là, Jean-Louis Levet, en tant que membre de cette Commission, a réalisé plusieurs interventions (dont une communication), plus particulièrement sur les relations production-emploi-travail.

#### **Thème 5 : firmes, acteurs financiers et restructurations**

##### *Choix stratégiques, modes de gouvernance des firmes et régimes de restructuration (Florence Lefresne et Catherine Sauviat)*

Les principaux résultats de l'étude réalisée en 2007 par l'équipe IRES en collaboration avec Solveig Grimault sur les restructurations au sein du groupe Alstom qui s'inscrivait dans le cadre d'un appel à projets de recherche de la DARES (2005) sur « l'anticipation et l'accompagnement des restructurations », ont été synthétisés dans le rapport d'activité 2007.

Au cours de l'année 2008, cette étude a fait l'objet de nombreuses valorisations et a permis d'approfondir certains résultats mis en évidence dans le rapport remis à la DARES. Notamment le fait que l'anticipation d'une restructuration, en tant que diagnostic partagé en temps utile sur la logique économique qui y a présidé (soit en amont du plan social), ne peut être laissée à la responsabilité exclusive des acteurs de l'entreprise (employeurs comme salariés), même si certains outils à disposition peuvent et doivent être mobilisés (GPEC par exemple). Mais une politique d'anticipation doit aussi relever de régulations propres au secteur et plus largement à la

politique industrielle et à la politique de l'emploi au niveau européen.

L'étude nous a permis aussi de dégager de nouvelles pistes de recherche qui vont être développées dans le cadre du projet Intégré CAPRIGHT (*Ressources, droits, capacités : à la recherche de fondements sociaux pour l'Europe*) auquel l'IRES participe. Rappelons que ce projet est issu du 6<sup>ème</sup> Programme cadre de recherche et de développement de la Commission européenne et regroupe vingt-cinq laboratoires de recherche, principalement dans l'Union européenne. Son objet est l'analyse des liens entre marché du travail, emploi et régimes de protection sociale, dans la perspective de promouvoir les capacités individuelles et collectives. Il s'agit d'identifier les conditions d'une dynamique positive entre justice sociale et efficacité économique. De quelle liberté effective de choix dispose chaque individu pour construire son propre avenir ? A quelles formes d'action publique peut-il recourir ? Quelle voix peut-il faire entendre dans les arènes démocratiques ? A quels processus politiques l'Europe peut-elle recourir pour encourager les Etats membres à mettre en œuvre des changements allant dans ce sens ?

A l'occasion d'une réunion de l'ensemble des participants et des équipes de recherche en mars 2008 en Roumanie, F. Lefresne et C. Sauviat ont fait deux communications. La première, de nature méthodologique, rendait compte d'une lecture des travaux de P. Thompson et de la démarche méthodologique d'interaction entre les démarches quantitatives et qualitatives privilégiées par l'auteur. La seconde a porté sur le thème « Governance, Restructuring and Capabilities ». Elle visait à reformuler la problématique initiale et la lecture des résultats de l'étude des restructurations ayant eu lieu au sein du groupe Alstom et de trois de ses filiales (en France, en Allemagne et en Pologne) à l'aune d'une nouvelle grille d'analyse et des concepts développés par l'économiste A. Sen et d'un nouveau terrain d'enquête. La « capacité à restructurer », en tant que construit social impliquant différents acteurs au niveau d'une entreprise donnée, dépend des ressources collectives existantes (droits nationaux en matière de licenciements, systèmes nationaux de gouvernance et de relations professionnelles, base informationnelle) ; mais aussi des facteurs de conversion qui vont permettre à ces acteurs de mobiliser ces ressources pour accroître leurs capacités collectives à déterminer le niveau et la qualité des emplois et leur liberté de choix au niveau individuel, afin de peser sur leurs propres trajectoires professionnelles.

En décembre 2008, l'équipe IRES, en coopération avec l'équipe italienne de CapRight, a également réalisé une première synthèse des travaux des différentes équipes nationales de l'atelier 3 sur le thème « Flexibilité-flexicurité », intitulée : « General Synthesis about flexibility-flexicurity issues in eight countries ».

#### *Transformations du système financier et comportements des entreprises (Catherine Sauviat)*

L'objectif d'ensemble de la recherche, présentée dans le programme de travail 2008, était d'améliorer la compréhension des liens entre les mutations de l'économie mondiale, les transformations des systèmes productifs et les stratégies des entreprises. Cet objectif passe par une appréciation renouvelée des effets de la déréglementation et de la libéralisation financière sur les entreprises, qui ont en outre permis à ces dernières d'accéder à des sources de financement variées, à une échelle élargie au plan mondial. La désintermédiation bancaire, la titrisation, le rôle accru des marchés financiers dans le fonctionnement et l'évaluation publique des entreprises, de

même que le recul du rôle des Etats, ont en effet modifié de fond en comble le rôle des banques et du crédit dans l'accumulation et le financement des entreprises, notamment leur exposition aux risques. De même, ce processus a fait naître de nouveaux opérateurs (fonds d'arbitrage, fonds de LBO, etc.) qui ont pu se développer sur des créneaux spécialisés, en dehors de toute réglementation.

Un document de travail est en cours de rédaction (à paraître en 2009), qui analyse le processus et présente les éléments d'une problématique élargie qui guident la réflexion. Les autres dimensions de la mondialisation néolibérale et leurs impacts sur les entreprises, les stratégies d'entreprise et les systèmes productifs seront explorés dans la continuation de ce travail.

C. Sauviat a participé au comité de pilotage d'une étude menée dans le cadre de l'agence d'objectif CFDT « La financiarisation et son impact sur le dialogue social », dans laquelle une large place est accordée à l'analyse des fonds de *private equity* et leurs conséquences pour les salariés et leurs représentants. Cette étude, réalisée par Syndex, s'est achevée en octobre 2008 et sera disponible prochainement sur le site de l'IRES.

## **Thème 6 : la responsabilité sociale de l'entreprise**

(Yves Lochard)

Yves Lochard a coordonné avec Anne Bory (Laboratoire Georges Friedmann, UMR 8593, Université Paris 1) un numéro spécial de la Revue de l'IRES (2008-2), « Les syndicats face à la Responsabilité Sociale des Entreprises ».

Les organisations syndicales françaises ont manifesté, depuis quelques années, leur intérêt pour la RSE et le « développement durable ». Qu'elles se soient saisies de ces thématiques de leur propre fait ou qu'elles aient dû s'intéresser à ces pratiques imposées par les directions d'entreprises, elles ont bel et bien investi le champ de la RSE. Le thème a conquis une place significative dans le débat social sans être exempt d'équivoque. Comme beaucoup de notions dont le succès est en partie lié à leurs ambiguïtés, la RSE soulève un certain nombre de questions que les différentes contributions du numéro proposé abordent sous des angles divers. Il a permis de confronter les ambitions affichées (promotion de nouveaux rapports sociaux davantage fondés sur le contrat et l'engagement volontaire de « parties prenantes ») et les réalités que les enquêtes mettent en lumière.

Cette confrontation est d'autant plus nécessaire que le discours est une dimension constitutive des politiques de RSE qui se donnent à voir à travers des chartes, des codes de conduite, des rapports. A travers la RSE, les acteurs syndicaux sont confrontés à des politiques d'entreprise et des types ou des objets de négociation qui n'entrent pas forcément dans les cadres traditionnels de l'action syndicale. Pour autant, les organisations syndicales semblent s'en emparer, qu'elles y soient invitées par les pouvoirs publics ou les directions d'entreprise ou, au contraire, qu'elles choisissent de ne pas rester exclues de ces politiques. Si l'investissement de ce nouveau champ implique d'adouber le fonctionnement libéral de l'économie de marché et la popularité parmi les milieux d'affaires d'une *soft law* peu contraignante, il apparaît néanmoins que ces mécanismes pourraient créer de nouveaux leviers d'action pour les organisations syndicales, notamment en permettant de rappeler aux entreprises leurs engagements. Comme les diverses contributions à ce numéro de la Revue de l'IRES le mettent en évidence, la RSE reste un processus indécidable, dont l'avenir semble en partie conditionné par l'engagement des organisations syndicales.

## **Thème 7 : spécialisations nationales et politique industrielle**

(Jean-Louis Levet)

Ce thème n'a pas fait l'objet d'un programme de travail proprement dit, mais de différents travaux et participations de Jean-Louis Levet à des séminaires et colloques au cours de l'année. Les contributions et publications réalisées ont concerné en particulier la question des spécialisations industrielles française et allemande, la politique industrielle de la France, les enjeux nouveaux de la politique industrielle à l'échelle européenne et la place et le rôle de l'industrie dans l'économie (ces diverses contributions sont précisées dans les annexes 1 et 2).

### **3 - Transformations de l'emploi et du travail**

Le chantier ouvert par le programme scientifique à moyen terme sur les performances comparées d'emploi et de croissance dans plusieurs pays européens a connu une nouvelle étape en 2008. Le travail portant sur l'Allemagne, la France, le Royaume-Uni, et la Suède a notamment conduit, à partir d'une approche économétrique et monographique, à invalider la thèse selon laquelle les performances d'emploi tiendraient au degré de flexibilité du marché du travail et des salaires. Ce résultat vient utilement souligner les limites d'une harmonisation qui alimentent les stratégies non coopératives de désinflation compétitive, et qui risquent fort d'être confortées par l'entrée en récession, alors qu'il conviendrait au contraire de définir les voies concertées d'une harmonisation par le haut des modèles sociaux. L'étude a fait l'objet d'une mise à jour en vue d'une publication dans la Revue de l'IRES prévue en janvier 2009 et a donné lieu à des *Entretiens* au Conseil économique social et environnemental en novembre 2008.

En second lieu, s'appuyant sur une expertise portant sur certains segments du marché du travail et sur certaines catégories de main-d'œuvre, les travaux du groupe ont continué d'éclairer les transformations de l'emploi et du travail. Les jeunes, les femmes, les seniors, les populations d'origine étrangère constituent les vecteurs des changements en cours. Ils sont aussi des « cibles » privilégiées de la politique publique soumise, à ce titre, à une évaluation critique. Ainsi, le recul de trente années de politique d'insertion des jeunes en France autorise à mettre en regard les résultats décevants (faibles effets sur le chômage des jeunes, faible contra-sélectivité des dispositifs) avec les registres de l'action publique jouant principalement sur l'incitation fiscale des entreprises sans contrepartie d'engagement sur la qualité des emplois fournis et sur les contenus de formation.

A l'agenda de l'Union européenne, l'emploi des seniors marque en France des résistances évidentes qui tiennent pour l'essentiel à la place qu'occupent ces derniers sur le marché du travail et à leur « usure » au travail. De façon novatrice, les travaux de l'équipe analysent les premiers pas d'une politique contractuelle dans ce champ. De son côté, la réorientation de la politique migratoire vers une immigration dite « choisie » pose des questions à la fois de fondement rationnel (connaît-on avec certitude les besoins en qualification de demain) et éthique. La sélection de personnes sur la base de critères ethnico-raciaux « par grande région de provenance » et en « définissant des priorités » constitue une rupture fondamentale par rapport à la tradition républicaine.

Les transformations s'appliquent également au marché du travail proprement dit. Les travaux de l'équipe portant sur l'intérim soulignent à cet égard la forte précarisation de l'emploi intérimaire – renforcée par la montée brutale du chômage dans la récente période - malgré une montée en

puissance de l'intérim qualifié voire même de l'intérim cadre. Un travail a permis de mieux cerner l'accompagnement de demandeurs d'emploi à partir d'un segment peu exploré de l'intermédiation du marché du travail, celui des bénévoles, dont les pratiques ont été observées dans leur articulation éventuelle avec celle du service public de l'emploi, actuellement en pleine refonte institutionnelle.

Le thème de la flexicurité, fait, en troisième lieu, l'objet d'investigations particulières de l'équipe, en traitant différents aspects. L'attention aux termes-mêmes dans lesquels est traduite, en France, la notion de flexicurité, a d'abord permis de conduire une analyse comparative des propositions syndicales relatives à la Sécurité sociale professionnelle ou à la sécurisation des parcours professionnels. La validation des acquis de l'expérience est l'une des médiations institutionnelles qui, sous certaines conditions, peut constituer un outil de sécurisation pour les individus. Celle-ci a été au centre d'un numéro de la Revue de l'IRES. C'est désormais la question d'une régulation territoriale des enjeux relatifs au travail et à l'emploi qui est abordée et qui figure au centre de deux études (plate forme de Roissy-CDG, enjeux de l'industrie dans le Val-de-Marne).

Le thème de la flexicurité a été également traité à partir d'une analyse de l'accord interprofessionnel du 11 janvier 2008 portant sur la modernisation du marché du travail qui a fait l'objet d'une publication dans la Revue de l'OFCE (décembre 2008). Le parti pris a été de chercher à en évaluer le contenu à la lumière des thèses et des propositions qui ont précédé sa négociation. Sur le thème de la sécurisation des parcours, l'accord déçoit, car il n'en constitue qu'une première étape incertaine renvoyant à une série de négociations aujourd'hui en cours. Sur le thème de la flexibilisation du rapport de travail, l'accord surprend. Là où on pouvait s'attendre à voir émerger des mesures offrant une plus grande flexibilité dans l'utilisation de la main-d'œuvre, ce sont principalement des dispositifs de sécurisation juridique des employeurs qui font leur apparition.

En quatrième lieu, les dynamiques qui concourent aux transformations du travail ont fait l'objet d'un examen particulier à travers l'analyse des identités professionnelles dans la fonction publique d'Etat. Le programme de travail appliqué dans un premier temps au cas des conservateurs de musées, dans le cadre d'une approche socio-historique, a permis de saisir les décalages entre les rythmes d'évolution des mentalités professionnelles et ceux imposés par les temporalités du politique, à partir d'une source originale et peu étudiée : les rubriques nécrologiques des conservateurs de Musées. Le travail engagé est désormais élargi à tous les personnels des musées et à la façon dont s'est construit l'évaluation, la notation et le mérite dans ce secteur.

Enfin, l'année 2008 a vu confirmé l'engagement du thème Santé au travail, à travers la réponse à un appel d'offre de l'ANR « santé, environnement-santé et travail » par le GHTS (Groupe d'histoire Travail et Santé). Le choix de l'équipe de l'IRES a été de proposer un « retour » sur l'accord de 1975 sur les conditions de travail qui signe la reconnaissance officielle d'un nouveau domaine de négociations collective. A partir d'une analyse détaillée des positions respectives de chacun des acteurs impliqués, l'enjeu a été d'en évaluer la portée réelle. L'arrivée d'Etienne Lecomte, médecin de santé publique, dans le groupe, permet désormais de donner à cette thématique dans son ensemble, l'importance qu'elle mérite. Le programme 2009 confirme un engagement sensiblement plus important sur ce thème.

Le groupe de travail est composé de : Florence Lefresne (animatrice), Solveig Grimault, Michel Husson, Odile Join-Lambert, Annie Jolivet, Etienne Lecomte, Yves Lochar, Christèle Meilland, François Michon et Mouna Viprey.

## **Thème 8 : macro-économie de l'emploi et réformes des marchés du travail**

### *Performances d'emploi en comparaison internationale (Michel Husson, Florence Lefresne)*

La préparation du numéro spécial de la *Revue de l'IRES* (à paraître en janvier 2009) consacré aux « modèles sociaux de performances d'emploi » a permis d'actualiser et de compléter le rapport remis à Saltsa en août 2007. Ces travaux ont fait l'objet d'une restitution lors des entretiens au CESE du 27 novembre 2008 sur le thème des « Evolutions comparées des modèles sociaux pour l'emploi : Allemagne, France, Royaume-Uni, Suède ».

L'article de Michel Husson intitulé « Performances d'emploi : macroéconomie et marchés du travail » propose une comparaison détaillée portant sur quatre pays (Allemagne, France, Royaume-Uni, Suède) dont les principales conclusions sont les suivantes :

- le taux de chômage n'est pas un indicateur synthétique des performances d'emplois qui dépendent de facteurs multiples différemment combinés : croissance et productivité, durée du travail et taux d'activité ;
- le dynamisme de l'emploi ne peut être rapporté à la modération salariale ;
- la croissance relative surdétermine les caractéristiques propres des marchés du travail ;
- les réformes des marchés du travail ont surtout pour effet d'organiser la déconnexion entre les deux grands secteurs de l'économie (industrie et services).

Dans le même numéro spécial de la *Revue de l'IRES*, l'article de Iain Begg (LES-Londres) et Florence Lefresne interroge les représentations habituelles du modèle britannique. Si la décline sensible du chômage, à partir de 1993 et l'augmentation du taux d'emploi font du Royaume-Uni une référence incontournable dans les débats sur l'emploi, il est difficile d'en imputer les performances à la flexibilité du marché du travail. Les créations d'emploi ont en effet surtout résulté d'une politique budgétaire active. La baisse du chômage a quant à elle pour beaucoup découlé de retraits d'activité alimentant la montée spectaculaire du régime d'invalidité. Par ailleurs, les « réformes du marché du travail » ne peuvent être lues de façon univoque. Si le contrat de travail ou encore la durée du travail demeurent peu réglementés, la part des salaires a progressé dans la valeur ajoutée. Dès lors, l'article suggère, à l'inverse de la thèse néo-libérale, que ce sont davantage les éléments de re-régulation du marché du travail (comme le salaire minimum désormais au-dessus du SMIC) qui, couplés à une politique macroéconomique dégagée des contraintes du pacte de stabilité, ont constitué les atouts de l'économie britannique. En revanche, l'ampleur des inégalités sociales et les pénuries de qualifications fragilisent son modèle de croissance aujourd'hui fortement déstabilisé par la crise financière.



*Conjoncture économique et sociale*  
(Michel Husson)

Michel Husson représente l'IRES au sein du réseau Elnep <http://www.elnep.org/> qui regroupe des instituts liés au mouvement syndical de plusieurs pays d'Europe et publie des prévisions annuelles au niveau européen. Il a également été auditionné par le Conseil économique et social dans le cadre de la préparation de son rapport annuel sur la conjoncture économique et sociale.

*Mondialisation et emploi*  
(Michel Husson)

La problématique retenue vise à montrer comment l'insertion dans l'économie mondiale modifie les liens entre la croissance du PIB et l'emploi, en raison des flux entrants et sortants d'investissement international (y compris les délocalisations). Le second semestre a été consacré à un travail de recension des travaux disponibles sur les points suivants :

- contenu en emploi du commerce extérieur ;
- évaluation des contenus en emploi associés aux flux d'investissement sortants et entrants ;
- articulation des résultats des grands groupes (CAC40) avec les données issues de la comptabilité nationale ;
- comparaison France-Allemagne.

*Perspectives d'un marché du travail européen*  
(Florence Lefresne)

Un article de Florence Lefresne, paru dans *Futuribles* en décembre 2008, interroge les perspectives d'un marché du travail européen. Suppose l'existence de ce dernier n'a bien sûr rien d'évident. Si les signes d'une spécificité « externe » de l'Europe sont généralement admis dans les comparaisons internationales, notamment avec les Etats-Unis et le Japon, l'hétérogénéité interne semble au moins aussi forte que l'hétérogénéité externe. Les disparités de développement, mais aussi de participation au marché du travail, de politiques sociales ou salariales traduisent à cet égard la mosaïque des modèles sociaux en présence et de leur dynamique que l'on ne peut réduire à de simples effets de convergence. Or les enjeux liés à l'insertion de l'Union européenne dans un espace économique mondialisé, enjeux renforcés par la récession actuelle, soulignent l'impératif d'une meilleure coordination des politiques du marché du travail permettant à la fois de limiter les risques internes de dumping social et fiscal et de mettre en œuvre l'économie de la connaissance au cœur de la stratégie de Lisbonne. La pluralité des référentiels qui siègent derrière la Stratégie européenne pour l'emploi laisse une place croissante au *policy mix* avec pour corollaire le risque d'alignement par le bas, alors que la solution vertueuse pour un fonctionnement plus homogène du marché du travail serait sans conteste une convergence par le haut.

## **Thème 9 : insertion de catégories particulières et intermédiations sur le marché du travail**

*Les jeunes et le marché du travail : l'apport des comparaisons internationales*  
(Florence Lefresne, Yannick Fondeville du CEE)

L'étude réalisée pour le compte du Ministère de l'éducation nationale, en coopération avec Yves Bourdet et Inga Persson (Université de Lund) sur le « déclassement des jeunes en France et en Suède » donne lieu à la rédaction d'une publication. Cette recherche a permis de montrer, à partir d'un examen des techniques de quantification du processus, les différences sensibles dans la façon même dont chacun des deux pays pose la question des décalages entre qualification des personnes et qualification des postes. En dépit d'une certaine convergence des résultats (tendance à l'accentuation du déclassement sur les vingt dernières années, effets de genre marqués, effets du cycle économique, etc.), les travaux suédois mettent en évidence, au contraire du cas français, une proportion importante de jeunes qui se sentent insuffisamment formés pour le poste qu'ils occupent. Cette catégorie est fortement révélatrice d'un système où le déclassement n'est pas principalement interprété comme un effet de la dévalorisation des diplômes et où la formation tout au long de la vie figure au cœur du modèle économique et social.

Florence Lefresne a participé à la réalisation d'un ouvrage comparatif intitulé « Les jeunes au travail : regards croisés France-Québec », sous la direction de Christian Papinot (Université de Bretagne Occidentale) et de Mircea Vultur (directeur de l'Observatoire Jeunes et Société de Québec) (à paraître début 2009). La contribution consiste en une tentative d'évaluation critique de trente années de politique d'insertion professionnelle des jeunes en France. Ce thème a également fait l'objet d'une audition dans le cadre du Grenelle de l'insertion, ainsi que d'une intervention au Cnis dans le cadre de la formation Emploi-revenus. L'examen critique de la politique d'insertion des jeunes en France met en regard les résultats décevants (faibles effets sur le chômage, faible contra-sélectivité des dispositifs) avec les registres d'action jouant principalement sur les incitations fiscales des entreprises sans contrepartie d'engagement sur la qualité des emplois fournis et sur les contenus de formation. L'insuffisance des partenariats construits à l'occasion de la politique de l'emploi (à la grande différence des pays nordiques et de l'Allemagne) conduit l'Etat, souvent seul à édicter les normes, à réduire ces dispositifs à leur simple dimension d'incitation financière à l'embauche.

*L'emploi des seniors et les stratégies des entreprises*  
(Annie Jolivet)

Dans le cadre d'une convention de recherche avec la DARES, une recherche a été engagée par Annie Jolivet sur la place des seniors dans les accords d'entreprises avec Cécile Massit et Bruno Lamotte (Université de Grenoble). Pour cinq entreprises, le contexte, le contenu, le suivi et l'impact des accords d'entreprise signés dans la période récente et visant particulièrement ou explicitement les salariés plus âgés ont fait l'objet d'une analyse approfondie. Sont ainsi mises en évidence des « grappes d'accords ». Un certain nombre de préconisations sont également formulées, notamment en ce qui concerne le suivi des accords « seniors ». Le rapport final a été remis début décembre. Une présentation des résultats de la recherche sera organisée par la DARES en février 2009. Une publication dans la Revue *Travail et Emploi* est prévue. Cette recherche se prolongera en 2009, par une veille active relative aux négociations de branche et

d'entreprise sur l'emploi des seniors, et sur la mise en place de ces accords.

En réponse à l'appel d'offre « Age Santé Travail » de la SNCF, Annie Jolivet, en collaboration avec Serge Volkoff (CREAPT-CEE) et Catherine Delgoulet (Université Paris Descartes), a démarré, début décembre, un état des lieux sur les conséquences de l'allongement de la vie professionnelle sur la santé des salariés. L'objectif est d'aboutir à des propositions de recherche pour 2009. L'étude, qui se déroulera sur quatre mois, consiste en une synthèse de la littérature interne et externe à la SNCF et sur l'analyse « d'entretiens ciblés » (de l'ordre d'une vingtaine) avec divers interlocuteurs au sein de la SNCF.

*Inégalités hommes-femmes sur le marché du travail*  
(Christelle Meilland) (voir également Axe 4).

Les travaux portant sur les inégalités hommes-femmes sur le marché du travail ont été poursuivis pendant l'année 2008, notamment lors de discussions dans des séminaires de recherche (séminaire OFCE – GEPP), de participations à des colloques (dernièrement participation au colloque européen « Choisir la cause des femmes »), mais aussi via la réalisation du rapport pour la CNAF, réalisé en collaboration avec Antoine Math, Jeanne Fagnani et Angela Luci (voir Axe 4, thème 14). Cette recherche aborde la question des politiques familiales dans les pays européens. Un rapport de recherche de comparaison européenne des aides aux familles a été achevé à l'automne 2008. Ce rapport, initié en 2006, a permis d'approfondir et d'actualiser la comparaison des politiques familiales dans un premier temps via une analyse quantitative sur douze pays européens et, dans un second temps, via une analyse plus qualitative centrée sur une comparaison France-Allemagne.

*Accompagnement des chômeurs*  
(Yves Lochard)

Yves Lochard a réalisé une étude sur les activités d'accompagnement menées par l'association « Solidarités nouvelles face au chômage » (SNC). Créé en 1985, cette association entend mettre en œuvre une solidarité impliquant un « partage du temps et un partage des revenus ». Le partage du temps se traduit par l'accompagnement de demandeurs d'emploi par des bénévoles. Dans un contexte où « l'accompagnement personnalisé » est de plus en plus largement pratiqué par l'ANPE et divers prestataires spécialisés (y compris du secteur marchand), il s'est agi, dans cette recherche, d'apprécier la spécificité des pratiques de l'association et leur articulation avec le service public de l'emploi. Ce travail a donné lieu à la fois à une étude de la littérature de l'association et à une série d'entretiens (27) avec des demandeurs d'emploi accompagnés et leurs accompagnateurs. Un rapport a été remis à l'association en juin 2008.

*L'intérim et les nouvelles intermédiations sur le marché du travail*  
(François Michon)

Le programme de travaux et recherches sur l'intérim et les formes particulières d'emploi s'est poursuivi en 2008 sous les mêmes conditions que l'année précédente, à savoir dans le cadre de deux opérations associées: une recherche comparative internationale sur les bas salaires; l'édition d'un ouvrage de recherche regroupant une vingtaine de contributions. Les résultats de ces travaux ont été l'occasion de diverses contributions dans le cadre de colloques internationaux,

centrées sur l'histoire de l'intérim d'une part, sur les relations professionnelles au sein du secteur de l'intérim d'autre part.

- Programme de travaux comparatifs sur les Bas Salaires en Europe (Allemagne, Danemark, France, Pays Bas, Royaume Uni) et aux États Unis [collaboration avec Christine Erhel et Gilbert Lefevre - Centre d'Economie de la Sorbonne (CNRS Université de Paris 1)].

Ce programme était commandité par la fondation new yorkaise Russel Sage et s'intéressait aux « *causes et conséquences des changements de la qualité des emplois à bas salaire dans les économies industrialisées* » sur un panel de secteurs d'activités dont l'intérim. Sur l'intérim, deux résultats ressortent : tout d'abord la très grande diversité des règles et des usages nationaux de l'intérim ; ensuite, ce qui particularise sans doute l'intérim français, les règles qui s'imposent en France ont pour effet que l'intérim n'est pas associé à bas salaire (en terme de rémunération par unité de temps travaillé, puisque c'est ainsi que ce programme définissait le bas salaire). En revanche, compte tenu de la forte précarité de l'emploi intérimaire et de ses qualifications toujours réduites, malgré une montée en puissance de l'intérim qualifié voire même de l'intérim cadre, cette forme d'emploi implique clairement des bas revenus. De fait, tout se passe comme si ce qui est bas salaire dans certains pays devient en France insécurité d'emploi et bas revenu.

Ce programme a donné lieu à divers rapports et publications. L'ensemble des travaux français du programme Russel Sage, intérim inclus, fait l'objet d'un ouvrage (en préparation) édité par Eve Caroli (université de Paris Ouest, Nanterre La Défense) et Jérôme Gautié (CES, CNRS et université de Paris 1)

- L'intérim dans tous ses états, édition d'un ouvrage sur l'intérim [collaboration avec Rachid Belkacem (GREE – université de Nancy 2) et Cathel Kornig (LEST – université Aix-Marseille 2)]

Les résultats du programme précédent participent avec d'autres matériaux à une seconde publication, consacrée, cette fois-ci, à décrire le phénomène intérim en France et dans quelques pays industrialisés (outre les cinq pays membres de l'UE cités ci dessus, les États Unis, le Japon). Dans la dernière décennie et dans les pays qui constituent les principaux marchés de l'intérim, la croissance forte de ce secteur parcourt des chemins multiples, selon les statuts en vigueur, les niveaux de qualification, les types de population et d'entreprises utilisatrices concernés. Au delà de ses communs dénominateurs d'externalisation, de flexibilité et de précarité, cette diversité peut être décrite comme s'étageant d'une précarité extrême associée aux niveaux élevés de chômage, aux bas salaires et aux pires conditions de travail, à une précarité « de métier » pourrait-on dire (proche d'un statut de quasi permanent de l'intérim, voire d'un travail indépendant de grande qualification, ou encore d'un portage salarial), en passant par un intérim d'insertion, étape de mise à l'épreuve devenue presque indispensable à l'entrée dans la vie professionnelle. La crise d'aujourd'hui paraît cependant bloquer cette dynamique de diversification.

L'ouvrage fait le tour des multiples aspects de l'intérim (et plus généralement de l'emploi précaire, puisque les arbitrages possibles entre les différentes formes d'emploi doivent être éclairés), en France, en Europe, dans le monde. Deux dimensions sont valorisées : une approche pluridisciplinaire d'une part, un regard international d'autre part.

## **Thème 10 : politiques migratoires et discriminations**

*La politique migratoire française dictée par les besoins*

(Mouna Viprey, en collaboration avec Serge Slama, juriste, Université d'Evry)

Une convention de recherche a été signée en 2007 avec la Banque mondiale et le rapport final a été remis au commanditaire en septembre 2008. L'objectif de cette recherche a été de comprendre l'impact réel des nouvelles politiques migratoires sur le marché du travail. Le discours public en matière d'immigration ne repose plus aujourd'hui sur l'idée de cessation des flux d'immigration économique et de canalisation des autres flux (immigration familiale, mobilité étudiante, asile) ; mais sur la substitution d'une immigration dite « subie », c'est-à-dire reposant sur l'exercice d'un droit fondamental (droit à mener une vie familiale, droit d'asile, droit de ne pas subir de mauvais traitements), à une immigration « choisie » strictement économique et dirigée vers les secteurs déficitaires en main-d'œuvre de l'économie française.

Depuis 2003, plus d'un travailleur sur deux admis au séjour n'est pas un primo arrivant, mais bénéficie d'un changement de statut et donc appartient très majoritairement aux catégories constituant les migrations familiales. La France a enregistré relativement peu de migrations permanentes spécifiquement à des fins d'emploi. Parmi les pays riches, seuls les Etats-Unis enregistrent des flux d'entrées de travailleurs immigrés aussi faibles. La France partage avec ses voisins européens un système migratoire caractérisé par un espace de libre circulation au sein de l'Union Européenne et par l'élargissement de l'aire de recrutement des nouveaux migrants ; aussi les disparités se creusent entre les Etats membres et les pays tiers. L'Europe est devenue le premier continent des migrations, succédant à l'Amérique du Nord. Elle s'inscrit dans le champ d'une mondialisation des flux migratoires. Elle s'en différencie cependant, en ce sens qu'elle a toujours été une zone d'immigration et d'émigration.

La politique migratoire doit désormais s'adapter, face à l'émergence d'un marché du travail mondial des personnes hautement qualifiées et aux pénuries de force de travail dans certains secteurs d'activité. Elle se définit donc à partir d'impératifs d'ouverture (sélection de différentes catégories de migrants) et d'impératifs de contrôle. Ainsi, le pays continue de lutter contre l'immigration irrégulière, mais s'oriente vers une diversification de ses flux migratoires, tant en termes de catégories d'entrées, que de régions d'origine ou encore de type de migration. La volonté des pouvoirs publics est celle de réguler et de choisir les catégories d'immigration. Ceci étant, il est illusoire de croire que les besoins du marché du travail seront exclusivement des besoins de travailleurs hautement qualifiés. Plusieurs prévisions portant sur les pénuries de main-d'œuvre montrent que des secteurs comme le BTP, la restauration ou les services aux ménages manqueront de main-d'œuvre. Le mot d'ordre est désormais de favoriser l'immigration économique en sélectionnant les personnes, y compris sur la base de critères ethnico-raciaux « par grande région de provenance » et en « définissant des priorités ». La mise en place de quotas d'immigration par région de provenance est une rupture fondamentale par rapport à la tradition républicaine.

## **Thème 11 : la sécurisation des parcours professionnels**

*Les négociations sur la flexibilité de l'emploi de 1984*  
(Odile Join-Lambert, Yves Lochard)

Le démarrage de la recherche engagée par Odile Join-Lambert et Yves Lochard sur l'échec de l'accord de 1984, qui ne pouvait se limiter aux entretiens avec les acteurs de l'époque et au dépouillement des sources imprimées, a été retardé en raison de l'absence d'archives. Cette difficulté étant maintenant levée par le versement d'archives sur le sujet, la recherche sera conduite fin 2009 et rediscutée lors du prochain programme scientifique à moyen terme.

*Flexicurité, dispositifs de sécurisation et territoire*  
(Solveig Grimault)

L'attention aux termes mêmes dans lesquels est traduite, en France, la notion de flexicurité, a d'abord permis de conduire une *analyse comparative des propositions syndicales* relatives à la Sécurité sociale professionnelle ou à la sécurisation des parcours professionnels. Ce travail a donné lieu à publication. Il a notamment permis de souligner l'importance des modalités de concertation – en identifiant un déficit en la matière –, pour la structuration des positions des partenaires sociaux sur un thème qui, en dépit de ses contours encore flous, interroge d'emblée l'ensemble des agencements collectifs sur lesquels repose notre système d'emploi dans le champ du travail et de la protection sociale. Dans ce même article, la production d'une « carte des positions syndicales » visualise ensuite la façon dont les différentes organisations travaillent à la création de nouvelles garanties sociales, en portant chacune une attention privilégiée à ce qui, le long du cadre institutionnel du travail salarié se craquelle, à proximité de ses frontières.

La *validation des acquis de l'expérience* est l'une des médiations institutionnelles qui, sous certaines conditions, peut constituer un outil de sécurisation pour les individus. Dans le prolongement de la recherche conduite en 2007 pour la DARES sur des opérations collectives de VAE, en entreprise et dans quelques branches professionnelles, certains résultats ont été approfondis dans le cadre d'un article collectif (MC. Bureau, MC. Combe, S. Grimault). Celui-ci a exploré les modalités du soutien organisationnel des entreprises au bénéfice de l'exercice de ce droit *individuel* à la VAE, les apports pour les salariés concernés et les éventuelles contradictions qui ont pu s'exprimer entre le projet des salariés et celui des entreprises. Concernant l'exercice d'un droit individuel, dans un cadre collectif, l'article conclut à l'importance des garanties de procédures, qui peuvent contribuer à faire de la VAE un réel outil de sécurisation des parcours professionnels. Cet article s'inscrit dans un numéro spécial de *La Revue de l'IREES* consacré à la VAE (sous la direction de MC. Combes, C. Tuchsirer, P. Ughetto).

Enfin, la question d'une *régulation territoriale des enjeux relatifs au travail et à l'emploi* a été abordée dans le cadre d'une étude portant sur les objets et les dispositifs du dialogue social territorial sur la plate forme de Roissy-CDG. Ce travail, conduit en partenariat avec l'Association Travail Emploi Europe Société (ASTREE), a été réalisé pour une structure collégiale réunissant une pluralité d'acteurs présents sur le domaine aéroportuaire (entreprises, organismes publics,

partenaires sociaux, collectivités territoriales, etc.). L'étude, encore en cours, permet d'explorer et de mettre à l'épreuve les thèmes susceptibles, à ce jour, de donner lieu à des actions coordonnées en matière de travail et d'emploi, à l'échelle du territoire, ainsi que les diverses modalités selon lesquelles celles-ci peuvent opérer.

La question des régulations territoriales, en matière de développement industriel et d'emploi, sera également abordée dans le cadre d'une étude engagée en 2008 (S. Grimault, J.L. Levet, M. Viprey : voir axe 2, thème 4), en réponse à un appel d'offre du Centre d'Observation pour l'Action Economique du Val-de-Marne (COPAC) et portant sur les enjeux de l'industrie dans le Val-de-Marne.

*Flexicurité : l'état des débats*  
(Florence Lefresne)

L'accord interprofessionnel du 11 janvier 2008 portant sur la modernisation du marché du travail constitue un accord historique du point de vue de la variété des thèmes dont il traite : rupture du contrat de travail, gestion prévisionnelle des emplois et des compétences, insertion professionnelle des jeunes, formation professionnelle tout au long de la vie et l'indemnisation du chômage. Il a été présenté par certains commentateurs comme la préfiguration d'une flexicurité à la française. L'analyse de cet accord a permis de croiser le regard d'un juriste (Alexandre Fabre) et de deux économistes du travail (Carole Tuchsirer, CEE et Florence Lefresne). Elle a fait l'objet d'une publication dans la Revue de l'OFCE (décembre 2008), dont le parti pris est de chercher à en évaluer le contenu à la lumière des thèses et des propositions qui ont précédé sa négociation. Si l'on veut bien admettre que les débats sur le marché du travail se sont principalement articulés autour de deux revendications - la sécurisation des parcours professionnels, d'un côté, la flexibilisation du rapport de travail, de l'autre, - l'accord suscite de ces deux points de vue des réactions contrastées. Sur le thème de la sécurisation des parcours, il déçoit, car il n'en constitue qu'une première étape incertaine renvoyant à une série de négociations à venir. Sur le thème de la flexibilisation du rapport de travail, l'accord surprend. Là où on pouvait s'attendre à voir émerger des mesures offrant une plus grande flexibilité dans l'utilisation de la main-d'œuvre, ce sont principalement des dispositifs de sécurisation juridique des employeurs qui font leur apparition.

Dans le prolongement de l'ouvrage collectif de l'IRES, « Les mutations de l'emploi en France », et dans le cadre de la contribution à l'ouvrage collectif à venir « L'état de la France du travail », l'analyse de la flexicurité à la française sera menée plus avant. A travers la représentation d'un *trade off* entre flexibilité du contrat de travail et transférabilité de certains droits du salarié, le danger serait en effet d'entériner une tendance déjà en cours : la déresponsabilisation collective vis-à-vis de l'emploi. D'un côté, le marché dicterait les places disponibles en fonction de contraintes posées comme exogènes. De l'autre, les salariés feraient valoir leurs droits sociaux, indépendamment du niveau de l'emploi. Outre le problème du financement, cette représentation évacue l'un des enjeux majeurs posés par l'ébranlement de la société salariale : la redéfinition de l'emploi, en qualité et en volume, comme construction et responsabilité collectives.

## **Thème 12 : organiser l'emploi public : les différentes temporalités à l'œuvre**

(Odile Join-Lambert, Yves Lochard)

Les dynamiques qui concourent aux transformations du travail et à la construction des identités professionnelles dans la fonction publique d'Etat ont fait l'objet d'un programme de travail d'Yves Lochard et d'Odile Join-Lambert, appliqué tout d'abord au cas des conservateurs de musées, dans le cadre d'une approche socio-historique. Comment s'articulent les valeurs fondatrices de ces professionnels avec leurs itinéraires sociaux, géographiques et professionnels ? Comment ces valeurs se combinent-elles avec les logiques de la nouvelle gestion publique ? Dans cette perspective, il s'est agi de saisir les décalages entre les rythmes d'évolution des mentalités professionnelles et ceux imposés par les temporalités du politique, à partir d'une source originale et peu étudiée : les rubriques nécrologiques des conservateurs de Musées. Le travail engagé est désormais élargi à tous les personnels des musées et à la façon dont s'est construit l'évaluation, la notation et le mérite dans ce secteur.

Il porte sur la construction d'un système de notation des personnels des musées à travers l'exploitation systématique de 3000 dossiers de personnels nés entre 1850 et 1950 (en fonction des années 1880 aux années 1980). Ces dossiers sont dits « scientifiques » (par distinction avec les personnels de surveillance et d'administration), car ils concernent principalement des conservateurs de musées, mais aussi des agents de catégorie A, B et C (tels que les ouvriers restaurateurs) et des très nombreux vacataires, contractuels et bénévoles employés à des fonctions diverses dans les musées que ce soit au début, en milieu ou en fin de carrière, faisant de la gestion du personnel des musées un mixte – dont la proportion respective sera déterminée – entre statut public d'emploi et contrat. L'histoire de la notation et de l'évaluation des fonctionnaires qui permet à l'Etat de récompenser et de sanctionner reste à faire. Pour les personnels scientifiques du ministère de la Culture, on constate, comme dans les autres administrations, le passage des lettres de recommandation, d'une logique familiale et notabiliaire dans les procédures de recrutement, ou de courriers témoignant d'une forme de sociabilité mondaine qui régissait les relations entre les conservateurs en exercice et leur hiérarchie, à des règles formalisées. Mais cette évolution est loin d'être linéaire. On observe en réalité la persistance des pratiques de patronage et de recommandation, bien après l'institution du Statut général des fonctionnaires (de 1946 et 1958), le décret de 1955 sur la notation des fonctionnaires, et ce jusqu'à la fin des années 1980.

La première phase a donné lieu à une communication « Idéal professionnel et action publique : dissonances et décalages temporels. Les conservateurs de musées et leurs nécrologies » (colloque international *Les approches pragmatiques de l'action publique*, Facultés universitaires Saint-Louis, Bruxelles, 15-16 nov. 2007). Une version remaniée est actuellement en cours d'évaluation. Est également prévue la publication d'un article dans un numéro spécial de *Sociologie du travail* consacré à l'activité de l'administration étudiée dans une perspective croisant les approches historiennes, sociologiques et politistes.

D'autre part, Odile Join-Lambert dirige avec Philippe Bezes (CERSA-Université de Paris II) un numéro spécial de la revue *Sociologie du travail* sur « Comment se fait l'administration », c'est-à-dire comment elle s'est construite une autonomie relative, comment elle s'est organisée et dotée



de capacités d'action et de catégorisations qui lui étaient spécifiques. L'objectif est de mesurer la pertinence de la césure généralement adoptée entre deux phases de longue durée qui différencient les répertoires de réforme et le type de règles d'intégration adopté (bureaucratique au début du XX<sup>e</sup> siècle puis managériale à partir des années 1970).

De son côté, Yves Lochard a réalisé une étude sur le monde associatif (« Valeurs et savoirs ») . Dans le champ de la lutte contre le sida, de la protection de l'environnement ou encore du social, l'expertise est devenue une ressource majeure des associations, conduisant celles-ci à se confronter à des experts professionnels et à leurs savoirs. Loin de se limiter à la production d'un savoir propre fondé sur la seule expérience, l'expertise associative mobilise aussi les savoirs établis des professionnels. Que reste-t-il alors de « profane » à ces *lay experts*, pour reprendre l'expression de E. Freidson et H. Becker, qui siègent et débattent avec les scientifiques dont ils maîtrisent tout à la fois le langage et les connaissances ?

Figure complexe et plurielle, l'expert associatif recouvre une nébuleuse d'acteurs qui circulent entre champ professionnel et engagement politique, entre la profession, les associations et les institutions publiques, entre le type idéal de l'expert et celui du contre-expert. Penser l'expert associatif en relation avec les professionnels établis et l'Etat conduit alors à questionner la place et la légitimité que les mondes professionnels et politiques lui accordent.

### **Thème 13 : santé au travail**

*Les acteurs de la santé au travail : l'apport d'une perspective historique*  
(Odile Join-Lambert, Catherine Vincent)

En réponse à un appel d'offre de l'ANR « santé et environnement-santé et travail » par le GHTS (Groupe d'histoire Travail et Santé, dirigé par Catherine Omnès), des travaux sont engagés sur les catégories de la santé au travail : histoire des règles et des pratiques. Dans ce cadre, Odile Join-Lambert et Catherine Vincent se sont intéressées à la négociation de l'accord sur les conditions de travail de 1975. Trois axes de recherche ont été poursuivis en 2008 sur cette phase clé que constitue le milieu des années 1970 en matière de santé au travail (loi de 1973 sur les conditions de travail, accord interprofessionnel de 1975 sur l'amélioration des conditions de travail, loi de 1976 sur la prévention des risques professionnels, mobilisations sur les conditions de travail). D'abord, la reconfiguration du rôle de l'Etat face aux organisations syndicales et patronales, à partir des archives des organisations syndicales et patronales et celles du ministère du Travail . Ensuite, les stratégies des négociateurs et les positions des organisations syndicales et patronales. Enfin, la portée de l'accord interprofessionnel, en particulier le rôle joué par les organisations patronales. Cette recherche a donné lieu à un rapport de recherche d'Odile Join-Lambert sur le sujet, à sa participation au colloque international « Histoire(s) de la santé au travail », ANR programme Environnement-santé-travail, CNRS-IDHE, en septembre 2008, ainsi qu'à diverses valorisations avec Catherine Vincent et Annie Jolivet (*Lettre de l'IREES*, article dans *Santé et travail*).

*Santé publique au travail : le prisme du stress au travail*  
(Etienne Lecomte)

Etienne Lecomte, qui a rejoint l'équipe en février 2008, a développé une approche épidémiologique de description, d'analyse et de suivi des faits de santé, en se focalisant particulièrement sur le stress au travail et les Risques Psycho-sociaux (RPS), à la faveur du lancement, par l'ANACT, d'une étude-action sur les stratégies d'entreprise dans la prévention des RPS. Ce projet multi-partenarial (ANACT, « Entreprise et Personnels », Université Paris X) vise à faciliter la mise en réseau des différents acteurs concernés, afin de permettre des échanges de pratiques en vue de l'élaboration de réponses les plus adaptées. Il continue ses contacts avec les professionnels du soin en milieu hospitalier, tant pour suivre l'évolution des relations professionnelles (nombreux mouvements et négociations en cours) que pour approfondir la question des RPS dans ce milieu (participation au comité de pilotage de l'enquête « Santé Et Satisfaction des Médecins Au Travail » (SESMAT). Du côté des services de santé au travail (SST), il suit les réflexions et les réformes en cours, en lien avec les organisations professionnelles de médecine du travail. Il assure une veille documentaire sur les autres sujets autour de la santé au travail, en France et en Europe, en particulier autour des dernières enquêtes.

#### **4 - Protection sociale, salaires et autres revenus**

Les travaux réalisés en 2008 ont surtout porté sur la protection sociale. Comme le soulignait le programme scientifique à moyen terme 2005-2009 de l'IRES, « *la protection sociale restera l'axe structurant des recherches du groupe revenu salarial* ». Ce programme ajoutait que cet objectif ne serait pas « *exclusif d'autres questionnements sur des aspects plus 'purement' salariaux* » mais qu'« *un des critères sera, comme sur d'autres sujets, les moyens humains qui peuvent y être affectés* ». Or, les ressources humaines affectées par l'IRES à ce questions ont en fait diminué sensiblement depuis l'adoption de ce programme. Aussi, certaines questions ou certains domaines ne font désormais plus ou presque plus l'objet de travaux de recherche (protection maladie, indemnisation du chômage, financement de la protection sociale, salaires, certains revenus).

L'année 2008 a connu l'achèvement de plusieurs travaux portant sur les politiques familiales et l'articulation travail-famille. Ces travaux, qui ont fait l'objet de valorisations, viennent apporter des éléments d'approfondissement et d'actualisation des comparaisons européennes des politiques d'aides aux familles. Ils proposent également une réflexion méthodologique critique sur les comparaisons internationales effectuées à partir des données quantitatives existantes et proposent des pistes d'améliorations.

La question des retraites a également fait l'objet de travaux assez variés, mais présentant un caractère plus ponctuel ou décousu, en raison de l'engagement des membres du groupe sur d'autres questions.

Des travaux ont également été effectués sur la mesure et l'indemnisation du chômage, ainsi qu'un travail collectif relatif aux réformes de l'indemnisation du chômage dans douze pays, qui a été au centre du numéro spécial de la *Chronique internationale* (décembre 2008).

Ce groupe de travail est composé de Pierre Concialdi, Antoine Math, (départs, en 2007, de Carole Tuchsirer et de Pierre Volovitch), avec la contribution de Christèle Meilland.

#### **Thème 14 : politiques familiales et articulation travail-famille**

*Comparaison européenne des aides aux familles  
(Antoine Math, Christèle Meilland)*

Antoine Math et Christèle Meilland, en collaboration avec Jeanne Fagnani (CNRS, Centre d'économie de la Sorbonne - Matisse) et Angela Greulich-Luci (IRES, puis Institut National des Etudes Démographiques) ont achevé, à l'automne 2008, un rapport de comparaison européenne des aides aux familles (prestations sociales monétaires, aides à travers la fiscalité, congés pour raisons familiales, services, modes de garde des enfants...). Ce rapport, initié en 2006 et réalisé avec le soutien de la Caisse Nationale des Allocations Familiales (CNAF), a permis d'approfondir et d'actualiser la comparaison des politiques familiales.

Une première partie quantitative porte sur les pays européens et repose sur l'exploitation de deux sources : les dépenses Eurostat de protection sociale de la fonction « famille/enfant » concernant trente pays européens ; une base de données de ménages ou cas-types concernant douze pays européens parmi les plus développés. Les données de dépenses mettent en évidence les grandes différences de niveau et de structures des dépenses « famille/enfants » de protection sociale. Mais la recherche montre les limites de ces données pour analyser et comparer les politiques familiales. Les données de cas types, élaborées et exploitées dans cette recherche, constituent une source complémentaire permettant de surmonter certaines limites, notamment pour l'analyse des effets redistributifs (ou de ciblage) des transferts financiers sociaux et fiscaux en direction des familles. La seconde partie du rapport porte plus particulièrement sur la comparaison France-Allemagne, notamment en ce qui concerne les dispositifs d'articulation entre vie privée et vie professionnelle. Cette partie s'appuie notamment sur des entretiens avec des experts et acteurs allemands, et analyse les logiques des importants changements à l'œuvre en Allemagne.

Ce travail a fait l'objet de plusieurs valorisations sous la forme d'articles (*Droit Social, Revue de l'IRES, Recherches et Prévisions*), de contributions à des ouvrages ou de participations à des séminaires. Des valorisations sont envisagées en lien avec la CNAF.

Cette recherche s'est traduite également par une journée d'étude, organisée le 14 mars 2008 à la Maison des Sciences Economiques par l'IRES (Antoine Math, Christèle Meilland, Jeanne Fagnani) en collaboration avec le Centre d'Economie de la Sorbonne de l'Université de Paris I et la CNAF. Cette journée avait pour thème « Politiques familiales, emploi et acteurs sociaux : regards croisés France Allemagne ». Elle a permis de valoriser des travaux en cours ou déjà réalisés et de faire intervenir plusieurs spécialistes allemands pour mieux comprendre les évolutions récentes intervenues Outre-Rhin. Au regard des importantes réformes décidées ces dernières années en Allemagne, l'objectif de cette journée à laquelle ont participé de nombreux chercheurs et acteurs des politiques familiales des deux pays, visait à faire progresser la compréhension mutuelle des deux politiques familiales au sein de contextes économiques et politiques différents et de s'interroger sur la question de l'éventuelle convergence entre les deux pays dans ces domaines. Ce séminaire a permis de mieux saisir les évolutions en cours, d'en identifier les enjeux et de mettre en évidence les tensions à l'œuvre dans le champ des dispositifs d'aide à la conciliation travail/famille. Un compte-rendu doit paraître prochainement dans la revue *Recherches et Prévisions*.

*Coût de l'enfant et politiques de soutien aux parents*  
(Antoine Math)

Antoine Math a également contribué en 2008 à la réalisation d'un rapport de l'Institut National d'Etudes Démographiques (INED) associant Olivier Thévenon, Marie-Thérèse Letablier et Angela Luci-Greulich sur le thème du « coût de l'enfant et de l'effectivité des politiques de soutien aux parents ». Il s'agit d'une revue de la littérature qui a été rendue à la Direction de l'Emploi et des Affaires Sociales de la Commission Européenne en décembre 2008. Antoine Math a plus particulièrement été chargé d'un chapitre sur les politiques publiques en direction des familles et des enfants. Une première présentation de travaux intermédiaires a été faite lors d'un séminaire organisé à Bruxelles par la Commission européenne sur le thème « *Policies for Today's Families: Towards a Framework for Assessing Family Policies in the EU* ». Un travail de transformation de ce rapport sous la forme d'un ouvrage est envisagée.

*Congés aux parents*  
(Antoine Math)

Antoine Math a entamé en 2008 avec Jeanne Fagnani un travail sur la dynamique des politiques de congés aux parents en France et plus particulièrement sur les évolutions intervenues depuis la création du congé parental en 1977. Il s'agit de dégager les logiques politiques ayant présidé aux évolutions (ou aux inerties) constatées, ainsi que le rôle joué par les différents acteurs politiques et sociaux. Ce travail devrait se traduire, en 2009, sous la forme d'un chapitre dans un ouvrage comparatif portant sur une quinzaine de pays (sous la direction de Peter Moss et Sheila B. Kamerman).

Antoine Math, en collaboration avec Jeanne Fagnani, a préparé en décembre 2008 une réponse à un appel d'offre de la CNAF sur les métiers de la petite enfance. La réponse proposée vise, par l'utilisation simultanée de plusieurs méthodes quantitatives et qualitatives, à étudier la question de la professionnalisation des assistances maternelles.

**Thème 15 : retraites**

(Pierre Concialdi, Antoine Math)

Dans le domaine des retraites, différents travaux, communications, publications, ont été réalisés :

- A la suite de la conférence internationale organisée conjointement par l'IRES et l'ENRSP (*European Network for Research on Supplementary Pensions*) à la fin de l'année 2007, une valorisation des communications présentées à cette conférence a été engagée. Elle doit se concrétiser en 2009 par la publication d'un ouvrage aux éditions Edward Elgar (titre provisoire : *Pension Policy Reform and Personal Provision of Retirement Income*). Pierre Concialdi a contribué à un chapitre de cet ouvrage avec Lucy apRoberts.
- Le réseau ENRSP a tenu son séminaire annuel à Amsterdam les 12 et 13 décembre 2008. Les contributions présentées ont porté sur le thème des risques et de la solvabilité, avec une prédominance des approches juridiques.
- Le numéro spécial de la *Chronique internationale de l'IRES* de fin 2007 consacré au thème « Réformes des retraites et emploi des seniors » a fait l'objet de valorisations au cours de l'année

2008, à commencer par les *Entretiens de l'IRES* en février. Lors d'un séminaire à l'Université de Galatasaray (Turquie) en avril 2008, Antoine Math a présenté l'article portant sur la Turquie et lors d'un séminaire du Centre d'Etudes de l'Emploi en juin 2008, il a présenté l'article de synthèse du numéro (par ailleurs publié dans *Problèmes économiques*). Un prolongement est prévu sous la forme d'une contribution à un ouvrage collectif à paraître en 2009.

- Antoine Math a fait une intervention sur la réforme des retraites en Suède, et plus particulièrement sur les systèmes de comptes notionnels à cotisations définies, lors du colloque annuel du Conseil d'Orientation des Retraites (COR) du 16 octobre 2008. Les actes du colloque seront publiés prochainement.
- Antoine Math a effectué un travail de synthèse sur l'état des droits sociaux des vieux migrants en France, qui devrait paraître en 2009. De manière similaire, il effectue une veille sur l'évolution des droits à la protection sociale des ressortissants communautaires. Il effectue également un suivi sur le système de protection sociale du territoire Français de Mayotte qui est très différent de celui de la métropole et des DOM (ce qui permet d'utiliser les outils des comparaisons internationales), un système qui rencontre de nombreuses difficultés et qui est en forte évolution.
- Dans le cadre du suivi des questions économiques et sociales en Turquie, et des deux articles de la *Chronique internationale* paru fin 2007 sur le système de retraite turc, Antoine Math participe, depuis l'été 2008, à un projet collectif dirigé par Claire El Moudden (professeur à l'Université de Caen) visant à effectuer une comparaison de la Turquie, de la France et des trois pays du Maghreb (Algérie, Maroc, Tunisie) sur la question de la « générosité » d'un système de retraite.

## **Thème 16 : indemnisation du chômage et revenus des personnes sans emploi**

### *Réformes des systèmes nationaux indemnitaires du chômage* (collectif)

Corollaire des mutations de l'emploi (voir axe trois), les réformes des systèmes indemnitaires du chômage dans douze pays (Union européenne et Amérique du Nord) ont fait l'objet d'un travail collectif (coordonné par Florence Lefresne) et ont été au centre du numéro spécial de la *Chronique internationale* de l'Institut en 2008.

Sa publication a coïncidé avec la négociation, en France, de la nouvelle convention d'assurance chômage dont le contenu est désormais fixé. Le travail comparatif montre que les disparités nationales restent sensibles quant au niveau et à l'étendue de la protection indemnitaire. De même, l'organisation institutionnelle de l'indemnisation du chômage (l'articulation placement-indemnisation, le rôle des partenaires sociaux, celui de l'Etat et des collectivités régionales ou locales) demeure tributaire de fortes singularités qui conditionnent largement les termes du débat national. Pour autant, l'ensemble des contributions souligne l'ampleur des ajustements à l'œuvre : le durcissement des critères d'éligibilité, la réduction des montants et des durées d'indemnisation, le renforcement des contrôles, la subordination de l'indemnisation à l'acceptation de dispositifs d'activation, et enfin la redéfinition de l'« emploi convenable », décrivent des évolutions partagées au sein de l'Union européenne et au delà. Le diagnostic d'un rétrécissement du champ de l'assurance chômage au profit de logiques d'assistance soumises à activation se voit établi dans presque tous les pays, maintenant de fortes inégalités de traitement entre salariés confrontés au chômage.

L'indemnisation du chômage ne dépeint pas seulement les conditions de sauvegarde d'un revenu ; elle conditionne le retour même à l'emploi. Dans le fameux modèle danois où le marché du travail est marqué par une forte mobilité, la protection indemnitaire constitue (avec la formation) l'un des principaux outils de la mobilité. Dans les pays où cette protection est trop faible, le risque existe à l'inverse d'un enfermement dans des mobilités subies. Autrement dit, l'indemnisation du chômage constitue bien le premier facteur de sécurisation des parcours professionnels. La récession de grande ampleur qui s'amorce fait désormais peser sur elle – et sur ses acteurs – une responsabilité de protection sociale à grande échelle.

*Mesure et indemnisation du chômage  
(Pierre Concialdi)*

Pierre Concialdi a réalisé deux articles dans le cadre du travail de suivi des débats autour de la mesure et de l'indemnisation du chômage. Le premier aborde la question des « offres d'emploi non satisfaites ». Après avoir montré que cette notion n'est guère pertinente pour analyser le chômage, l'article dresse un bilan de l'évolution du chômage et du sous-emploi depuis 25 ans. Le second article s'intéresse plus spécifiquement à la notion d'offre d'emploi raisonnable. Il reprend la critique de la notion d'offres d'emplois non satisfaites et essaie de montrer comment cette notion contribue ou peut contribuer au développement de la précarité salariale et à l'affaiblissement des salaires. En 2009, la veille sur ces questions se poursuivra à travers l'analyse et le suivi de la mise en œuvre du revenu de solidarité Active (rsa).

Le projet de recherche « Privés d'emploi et précaires : enquête dans des zones urbaines en Europe et en Chine », financé par le CNRS, et auquel a contribué Pierre Concialdi, s'est achevé en 2008. Il a donné lieu à un rapport final qui reprend les principaux résultats de la recherche. La valorisation de ce travail se poursuivra en 2009 avec la publication d'un glossaire de la protection sociale en Chine.

*Pouvoir d'achat des salaires et des revenus des ménages  
(Pierre Concialdi)*

Pierre Concialdi a publié un article sur l'évolution du pouvoir d'achat des salaires et des revenus des ménages depuis cinquante ans. Ce regard de long terme permet de mettre en évidence le rôle moteur des gains de productivité dans la croissance du pouvoir d'achat. Cet article montre par ailleurs qu'une rupture forte s'est produite dans les années 1980 et que les gains de productivité se sont davantage concentrés sur les revenus de la propriété. Alors que le partage des revenus s'était légèrement redressé en faveur des salariés entre 1997 et 2002, le mouvement inverse s'observe à nouveau depuis cette date.

## NOUVEAUX ENJEUX

### **5 - Politique économique : un domaine de recherche en cours de création**

(Jean-Louis Levet, Michel Husson, Florence Lefresne, François Michon, Catherine Sauviat, Noélie Delahaie et Gilles Raveaud-rapporteurs-).

#### *Objectif*

L'objectif de ce nouveau domaine de recherche de l'Institut est de contribuer, par ses travaux et analyses, à enrichir la nature des débats et à prendre la mesure des enjeux liés aux questions de politique économique, tant sur le plan macroéconomique qu'en ce qui concerne les politiques dites de réforme. Il permettra ainsi de consolider l'identité et le positionnement de l'IRES, répondant en particulier aux attentes des organisations syndicales sur ces questions.

La politique économique est envisagée, ici, tout autant dans une perspective de long terme, afin de mettre l'accent sur ses dimensions structurantes, qu'en référence aux options de plus court terme. Ces deux volets sont en effet indissociables. Pour l'IRES, il convient de centrer l'analyse sur les politiques économiques qui ont un impact sur le système productif, la structure de l'emploi et la répartition des revenus. Mais il importe aussi de s'intéresser aux composantes de court terme de la politique économique, notamment dans ses aspects budgétaires, fiscaux ou financiers, dans la mesure où l'action des pouvoirs publics en courte période, non seulement conditionne la mise en œuvre de leur action structurante, mais pourrait bien s'y limiter.

L'IRES devra ainsi devenir progressivement dans ce domaine, en France et en Europe, un lieu reconnu de débats et de confrontations contribuant à nourrir et à diversifier le débat public, sous trois volets complémentaires : comprendre, critiquer, éclairer l'action des acteurs.

#### *Composition.*

Ce domaine de recherche vise à faire travailler ensemble des univers rarement réunis, tels que :

- spécialistes de l'entreprise (micro-économistes, gestionnaires) et spécialistes des questions nationales et internationales (macro-économistes) ;
- spécialistes des questions monétaires et financières et spécialistes des questions de production et d'emploi ;
- spécialistes du fonctionnement des institutions (marché du travail, protection sociale, relations professionnelles, stratégies d'entreprises) et spécialistes des grands agrégats économiques (inflation, budget de l'Etat, emploi, chômage).

#### *Méthode de travail.*

L'ensemble de ces compétences n'étant pas disponible au sein de l'institut, il est fait appel à des spécialistes reconnus de ces questions (une douzaine rencontrée par Jean-Louis Levet), appartenant à des institutions extérieures. Un groupe a ainsi été constitué, mobilisant spécialistes extérieurs, chercheurs de l'IRES et conseillers techniques. Il s'est réuni une première fois fin mai 2008. Ce groupe de travail a un double objectif :

- définir le positionnement de ce nouveau domaine de recherche, tant au sein de l'institut, que par rapport à son environnement extérieur ;
- déterminer ses missions, ses axes de travail et les moyens dont il aura besoin pour les mettre en service.

D'ici le début de 2009, une première série de séminaires thématiques, en fonction des compétences ainsi mobilisées, doit permettre de dégager les conditions du fonctionnement du groupe de travail afin que celui-ci puisse s'inscrire dans la durée, et proposer un programme de recherche pluri-annuel.

*Fonctionnement.*

Ainsi, le groupe de travail s'est réuni une fois par mois, de septembre à décembre 2008, respectivement autour des sujets suivants, nourris de contributions :

- bilan de la Stratégie de Lisbonne et marché européen du travail, (septembre : Bruno Amable, Florence Lefresne) ;
- l'analyse comparée des dépenses publiques en Europe (octobre : Olivier Boylaud, Olivier Passet) ;
- l'évolution des politiques industrielles (novembre : Jean-Louis Levet, Joël Ravix, Alain Villemeur) ;
- la concurrence fiscale européenne ; l'évolution de la répartition de la valeur ajoutée des grands groupes européens (décembre : Olivier Passet, Jean-Noël Vieille).

Les séminaires ont fait l'objet de comptes-rendus, rédigés par Noélie Delahaie et Gilles Raveaud.

*Perspectives.*

- Le bilan de l'euro dix ans après son introduction (30 janvier 2009) : André Cartapanis ;
- Enfin la séance du 13 février 2009 sera l'occasion de faire un premier bilan de ces séminaires et de réfléchir aux thèmes d'un programme de travail, s'inscrivant dans le futur programme scientifique à moyen terme de l'Institut.



## 6 - Contribution au dialogue inter-syndical

### 6.1. Forum franco-allemand des organisations syndicales (Jean-Louis Levet)

Le Forum franco-allemand des organisations syndicales est une initiative conjointe de l'IRES et des fondations allemandes Hans Böckler et Friedrich Ebert. Il a vocation à réunir des responsables de l'ensemble des organisations syndicales françaises et allemandes, une fois par an, autour d'un enjeu commun. Ce Forum se veut un lieu de dialogue, ainsi qu'une instance de réflexion et de proposition, dans une double perspective de contribution au dialogue entre les deux pays et à la construction d'une Europe sociale.

Le premier Forum s'est tenu le 9 juillet 2008, à Paris (Maison de la Chimie) ; il a réuni des responsables des organisations syndicales CGT, CFDT, FO, CFTC, CFE-CGC, DGB, IG-Metall et Verdi, des conseillers du TUAC, mais aussi des chercheurs et experts des questions concernées. Cette journée a porté sur le thème de « L'Europe sociale et les perspectives de la présidence française de l'Union européenne en 2008 ». Introduite et animée conjointement par Jean-Louis Levet (IRES) et Ernst Hillebrand (FES, Paris), cette journée a été structurée autour de trois tables rondes : « L'Europe sociale : une chimère ou un objectif réaliste ? » ; « La présidence française de l'Union européenne en 2008 : quelles initiatives dans le domaine de la politique sociale et économique ? » ; « L'Europe sociale, un chantier : quelle stratégie à moyen terme pour les syndicats en France et en Allemagne ? ».

L'ensemble des responsables syndicaux a souhaité renouveler l'expérience, considérant que cette initiative répond à un manque de dialogue bilatéral entre l'ensemble des organisations syndicales des deux pays. Le second Forum aura lieu à l'automne 2009 à Berlin.

### 6.2. Préparation de la première Université de l'IRES (Jean-Louis Levet)

Le programme de travail 2007/2008 de l'IRES, qui marque une « *nouvelle étape* », prévoyait notamment de développer un certain nombre de manifestations publiques (séminaires, rencontres, etc.) de nature à valoriser davantage les travaux de recherche. Il a cependant été jugé nécessaire de compléter ce dispositif par un événement, si possible récurrent, pour permettre à l'Institut d'augmenter son exposition médiatique et de prendre une place plus importante dans le débat public, en s'affirmant notamment comme l'espace de réflexion partagée en amont des organisations syndicales. Ce projet se situe également dans l'une des principales orientations stratégiques de l'Institut pour les prochaines années, relative à la « contribution au dialogue inter-syndical ».

C'est ainsi qu'est née l'idée d'une « Université d'été » des organisations syndicales. Certaines organisations syndicales organisent cependant, pendant cette période, leurs propres universités d'été. Il a donc été décidé, tout au moins pendant une période test, de retenir une autre date, autour de la période du printemps et ce, pour 2009. Cela donne aussi le temps aux organisations syndicales, pour se mobiliser dans cette perspective.

La période finalement retenue avec l'ensemble des organisations syndicales, est celle qui précède immédiatement le 1<sup>er</sup> mai. Cette journée symbole devrait donc bien se prêter à une réflexion sur les grands enjeux économiques et sociaux. Ce qui implique évidemment de choisir une autre appellation pour ce que nous avons nommé, *l'Université de printemps de l'IRES*. L'initiative aura évidemment un caractère expérimental, assumé comme tel, l'objectif étant de tirer ensuite les leçons avant d'envisager un renouvellement et la forme qu'elle pourrait prendre.

Le thème proposé « *Le monde de demain : du capitalisme financier au développement durable* » a fait l'objet d'un large consensus avec les organisations syndicales. Des rencontres ont eu lieu - Jean-Louis-Levet et Bernard Brière pour l'IRES- avec chacune d'entre elles et les conseillers techniques au cours du printemps 2007, tant pour tirer les enseignements de leurs propres pratiques dans le domaine de l'organisation de ce type de manifestations, que sur le positionnement et la problématique du projet « Université de printemps ». Les deux journées seront structurées autour de quatre séquences : la première concernera la compréhension même des enjeux de cette mutation (d'une finance dominante à un mode de développement soutenable) à entreprendre ; la seconde séquence privilégiera l'approche microéconomique, en se situant au niveau de l'entreprise et de son (ses) territoire(s) d'implantation ; la troisième soulèvera la question de l'emploi et du travail, au travers des entreprises et les relations au sein des systèmes productifs ; enfin, la quatrième période portera sur les stratégies des Etats.

La préoccupation principale qui doit animer ces travaux et échanges est celle de la prise en considération des enjeux à venir pour les syndicats, prenant en compte l'ensemble des liens entre l'économique et le social, mais aussi entre l'économique et l'environnement et surtout entre le social et l'environnement, cette dernière entrée étant aujourd'hui la moins prise en compte, tant en matière de recherche que dans le domaine de l'action.

A partir de la problématique générale de ces deux journées, structurées autour de ces quatre séquences, un pré-programme a été diffusé mi-décembre. Un programme comprenant la plupart des intervenants (syndicalistes, chercheurs, acteurs territoriaux, représentants d'organismes internationaux, etc.) sera diffusé en février 2009. Des contacts ont été pris, afin que cette première Université puisse bénéficier de partenaires scientifiques, financiers et des médias.

## ACTIVITES TRANSVERSALES

### 7 - Principales publications de l'Institut

#### 8.1. La Revue de l'IRES

En 2008, la Revue a modifié son rythme de parution en passant à quatre numéros annuels. Cela se justifie, outre des raisons administratives, par l'audience reconnue de cette publication. Une fréquence resserrée devrait permettre d'assurer une présence améliorée dans le débat scientifique.

Les quatre numéros de 2008 se partagent en deux numéros « divers » (articles d'origines et de thèmes variés) et deux numéros spéciaux (thématique unique, coordination interne à l'IRES) : La responsabilité sociale des entreprises et l'évolution du marché de l'emploi en Europe.

#### 8.2. La Chronique internationale (Adelheid Hege)

La publication de la Chronique internationale de l'IRES s'est poursuivie en 2008 selon un concept éditorial stabilisé qui cherche à combiner information sur des évolutions sociales importantes dans les pays étrangers et analyse du jeu des acteurs. Toute l'équipe de recherche est investie dans ce projet qui se fonde sur l'expertise acquise par les chercheurs de l'IRES en matière de suivi d'un pays étranger et de comparaison internationale. Comme l'année précédente, la publication a bénéficié de nombreuses contributions de chercheurs externes. Elle reste centrée sur les pays développés ; les efforts de solliciter des collaborations dans les pays non couverts par l'expertise interne à l'IRES et son réseau de correspondants (notamment, pays de l'Est européen et pourtour méditerranéen) devront se poursuivre.

Le numéro spécial de 2008 a été consacré aux réformes de l'indemnisation du chômage et aux débats qu'elles suscitent en Europe et en Amérique du Nord (n°115, novembre 2008, voir présentation dans le thème 16). Douze pays ont été étudiés : Allemagne, Belgique, Canada, Danemark, Espagne, Etats-Unis, France, Italie, Pays-Bas, Pologne, Royaume-Uni, Suède. Des articles transversaux ont abordé la question de la sécurisation des parcours professionnels dans un contexte d'ajustements institutionnels souvent restrictifs pour les droits des chômeurs, et étudié la question de l'influence européenne sur les réformes en cours.

#### Articles publiés dans la *Chronique Internationale de l'IRES* en 2008

##### Allemagne

Hege Adelheid, « Salaire minimum, grève du rail, fissures dans le système de négociation collective », n°110, janvier.

Kahmann Marcus, « La fusion comme moyen de renouveau syndical ? L'exemple de Ver.di », n°111, mars.

Rehfeldt Udo, « Le syndicalisme allemand après les congrès de Ver.di et de l'IG Metall », n°111, mars.

Rehfeldt Udo, « Succès syndical pour le renouvellement de la convention de la fonction publique », n°112, mai.

Veil Mechthild, « Résurgence de la pauvreté dans la vieillesse ? Les débats actuels sur les retraites en Allemagne », n°113, juillet.

Rehfeldt Udo, « Mise en cause du modèle de codétermination chez Volkswagen », n°114, septembre

Veil Mechthild, « Politiques de l'emploi, administration du chômage, placement des chômeurs : le grand chamboulement », n°115, novembre.

#### **Argentine**

Perez Pablo Ernesto « Politique économique, emplois et revenus après la convertibilité », n°112, mai.

Busso Mariana, « L'organisation des travailleurs informels », n°113, juillet.

#### **Autriche**

Dufour Christian, « L'opulente Autriche, le salaire minimum et la pauvreté », n°111, mars.

#### **Belgique**

Faniel Jean, « L'assurance-chômage : entre pressions européennes et régionalistes », n°115, novembre.

#### **Brésil**

Gagnon Mona-Josée, Lang Karen, « Un syndicalisme aux prises avec ses contradictions », n°110, janvier.

#### **Canada**

Viprey Mouna, « De l'assurance chômage à l'assurance emploi : le désengagement de l'Etat canadien », n°115, novembre.

#### **Danemark**

Sondergard Katrine, « La flexicurité danoise – et tout ce qui l'entoure », n°110, janvier.

Jorgensen Carsten « Des négociations collectives tumultueuses dans le secteur public », n°111, mars.

Meilland Christèle, « Le système d'indemnisation du chômage en sursis ou comment résoudre les pénuries de main-d'œuvre ? », n°115, novembre.

#### **Espagne**

Vincent Catherine, « Une nouvelle mandature socialiste sur fond d'incertitude économique », n°112, mai.

Vincent Catherine, « Tentatives d'adaptation de l'assurance chômage espagnole au marché du travail flexible », n°115, novembre.

#### **Etats-Unis**

Sauviat Catherine, « Restructuration et négociations collectives chez les trois grands de l'automobile américaine : un véritable tournant », n°110, janvier.

Sauviat Catherine, « Un accord désastreux pour les salariés malgré trois mois de grève », n°112, mai.

Sauviat Catherine, « L'indemnisation du chômage aux Etats-Unis : Une protection *a minima* réservée aux *insiders* », n°115, novembre.

#### **Europe**

Chagny Odile, Monperrus-Veroni Paola, « Retraite des femmes : une appréciation des réformes en France, en Allemagne, en Italie et en Suède », n°110, janvier.

Meilland Christèle, Viprey Mouna, « L'année européenne 2007 de l'égalité des chances face à la réalité des discriminations », n°111, mars.

#### **France**

Tuchszirer Carole, « Un dispositif indemnitaire devenu insensible aux évolutions du marché du travail », n°115, novembre.

### **Italie**

Hege Adelheid, « La négociation collective en crise ? », n°112, mai.

Leonardi Salvo « Les débats sur l'indemnisation chômage : comment dépasser un système fragmenté et peu équitable ? », n°115, novembre.

### **Pays-Bas**

Wierink Marie, « Abandon du projet de réforme du licenciement », n°110, janvier.

Wierink Marie, « Négociations collectives du printemps 2008 : desserrement de la modération salariale », n°113, juillet.

Wierink Marie, « Un vent de réformes permanent », n°115, novembre.

### **Pologne**

Portet Stéphane, Sztandar-Sztanderska Karolina, « Indemnisation du chômage : le spectre de l'illégitimité », n°115, novembre.

### **Royaume-Uni**

Dufour Christian, « En attendant les conservateurs : le lien problématique entre syndicats et Labour », n°114, septembre.

Join-Lambert Odile, « Durcissement de la politique migratoire et acteurs sociaux », n°114, septembre.

Lefresne Florence, « Les avatars d'une indemnisation du chômage faiblement protectrice : le cas britannique », n°115, novembre.

### **Suède**

Mantz Timothée, « Après l'arrêt de la CJCE dans l'affaire Vaxholm : quelles adaptations pour le modèle suédois ? » n°110, janvier.

Coulet Cyril, « Une chute rapide du taux de syndicalisation induite par la réforme de l'assurance chômage », n°112, mai.

Jolivet Annie, Mantz Timothée, « Une profonde réforme de l'assurance-chômage depuis 2007 », n°115, novembre.

### **Suisse**

Fuchs Gesine, « Droits des femmes – un chemin libéral vers l'égalité ? », n°113, juillet.

Streckeisen Peter, « Genèse et crise des trois piliers de la prévoyance vieillesse », n°114, septembre.

### **Articles comparatifs et de synthèse**

Lefresne Florence, « Regard comparatif sur l'indemnisation du chômage : la difficile sécurisation des parcours professionnels », n°115, novembre.

Pochet Philippe, « Une approche européenne de l'indemnisation du chômage ? », n°115, novembre.

## 8 - Fondation de Dublin et Observatoires européens

En 2008, l'IRES a poursuivi les travaux réalisés pour les différents observatoires de la Fondation : Observatoire européen des relations industrielles (European Industrial Relations Observatory - EIRO) ; Observatoire européen des restructurations (European Restructuring Monitoring - ERM) ; Observatoire européen des conditions de travail (European Working Conditions Observatory - EWCO). Par ailleurs, l'Institut a assuré la promotion des activités de la Fondation de Dublin en France (ANACT).

Les activités menées contractuellement par l'IRES pour l'Observatoire, dans le cadre du suivi des relations professionnelles en France, ont fait l'objet d'une évaluation en 2008 de la Fondation. Celle-ci a souligné l'intérêt des travaux et papiers réalisés par l'Institut.

De même, les Membres du Comité de Suivi ont porté une appréciation positive lors des deux réunions annuelles auxquelles sont invitées les organisations syndicales, Membres de l'IRES et les principales organisations d'employeurs des secteurs privé et public, ainsi que des représentants du Ministère du travail et des affaires sociales. Le « Comité éditorial » de l'IRES (Annie Jolivet, Odile Join-Lambert, Etienne Lecomte, Yves Lochard, Udo Rehfeldt) s'est réuni régulièrement avec l'appui du Centre de Documentation (Sandrine Rollin-Larroche, puis Laura Tedesco) pour débattre des sujets d'actualités se rapportant aux relations professionnelles et définir la répartition des travaux pour répondre à des questionnaires.

*Observatoire européen des relations industrielles (European Industrial Relations Observatory – EIRO)*  
(Annie Jolivet, Benoît Robin)

En 2008, une trentaine de papiers ont été écrits, en fonction de l'actualité, et une douzaine de réponses à des questionnaires devant conduire à la réalisation d'une étude comparative portant sur l'ensemble des pays de l'Union européenne a été effectuée.

Depuis 2008 et la mise en place du nouveau site de l'IRES ([www.ires.fr/Catalogue-des-articles-de-2008](http://www.ires.fr/Catalogue-des-articles-de-2008)), les sujets des papiers rédigés par l'ensemble de l'équipe de chercheurs sont signalés sur le site. Depuis cet espace, il est possible de se procurer en versions française et anglaise ces papiers et études rédigés accessibles sur le site de l'Observatoire de la Fondation (<http://www.eurofound.europa.eu/eiro/2008/country/france.htm>) :

Les acteurs des relations professionnelles

- Elections professionnelles dans la Fonction publique hospitalière – Etienne Lecomte (FR0803019I)
- France : Vers de nouvelles règles de représentativité et de négociation collective – Benoît Robin (FR0806039I)
- La conférence tripartite sur les conditions de travail – Etienne Lecomte (FR0808019I)
- 50<sup>ème</sup> congrès de la CFTC – Benoît Robin (FR0812029I)

Déclarations, projets, et annonces de dispositions légales

- Quel avenir pour la « TVA sociale » ? – Pierre Concialdi (FR0801039I)

- Loi en faveur du pouvoir d'achat – Michel Husson (FR0803029I)
- Un insatisfaisant décret réglementant l'emploi des étudiants-stagiaires ? – Benoît Robin (FR0805039I)
- France : Le nouveau code du travail entre en vigueur – Odile Join-Lambert (FR0806019I)
- Création du Revenu de Solidarité Active – Pierre Concialdi (FR0811029I)

#### Rapports

- Le rapport Attali ou comment relancer la croissance en France – Jean-Louis Levet (FR0803039I)
- Rapport du CES sur l'avenir de la médecine au travail – Etienne Lecomte (FR0805029I)

#### Restructurations

- Création d'un nouvel opérateur unique dans le service public de l'emploi – Benoît Robin (FR0804079I)
- La fusion GDF-SUEZ – Benoît Robin (FR0808029I)
- Vers la privatisation des activités de La Poste française ? – Odile Join-Lambert (FR0810019I)
- 6000 suppressions d'emplois chez Renault – Udo Rehfeldt (FR0811019I)
- Camif : fermeture du troisième réseau français de vente à distance – Benoît Robin (FR0812019I)

#### Négociation collective

- La mobilisation inédite des salariés de la grande distribution débouche sur un accord de branche – Yves Lochar (FR0803049)
- Evaluation de la loi de mai 2004 sur la négociation collective – Christian Dufour (FR0804069I)
- Accord interprofessionnel sur le stress au travail – Etienne Lecomte (FR0807029I)
- Privatisation des activités de manutention dans les ports – Benoît Robin (FR0807039I)
- De nouvelles règles de représentativité syndicale sur fond de réforme du temps de travail – Benoît Robin (FR0808039I)
- Un dixième accord de branche sur l'emploi des seniors – Annie Jolivet (FR0811039I)

#### Emploi & salaires et revenus

- Le BIT estime que la « période de consolidation » de deux ans du CNE est excessive – Yannick Fondev (FR0801029I)
- Entreprise et égalité professionnelle hommes-femmes : un vaste Programme – Christèle Meilland (FR0804059I)
- Avec l'accélération de l'inflation, relèvement automatique du salaire minimum – Pierre Concialdi (FR0805049I)
- Régularisation des travailleurs sans papiers au cas par cas – Benoît Robin (FR0809029I)

#### Grèves, conflits & mobilisations syndicales

- Le conflit sur les régimes spéciaux de retraite – Annie Jolivet & Jean-Marie Pernot (FR0802039I)
- Mouvements de grèves des médecins urgentistes sur le temps de travail – Etienne Lecomte (FR0804049I)
- Un « rendez-vous 2008 » sur les retraites sans réelle concertation - Annie Jolivet (FR0807019I)
- France : la journée pour le « travail décent » - Benoît Robin (FR0810029I)

Les contributions IRES aux études comparatives sur les relations professionnelles

- Réponse au questionnaire sur les Relations Professionnelles et la représentativité dans le secteur de l'hôpital – Catherine Vincent (FR0802019Q)
- Réponse au questionnaire de l'Observatoire sur les salaires flexibles – Annie Jolivet & Benoît Robin (FR0803019Q)
- Rapport annuel 2007 sur les relations professionnelles en France – Christian Dufour (FR0803029Q)
- Réponse au questionnaire sur la *flexicurité* et les relations professionnelles – Solveig Grimault (FR0803039Q)
- Rapport annuel EIRO sur les indicateurs de salaires – Benoît Robin (FR0804019Q)
- Rapport annuel EIRO sur les indicateurs de temps de travail – Benoît Robin (FR0804029Q)
- Rapport annuel EIRO sur les indicateurs de conflits sociaux – Benoît Robin (FR0804039Q)
- Réponse au questionnaire sur négociation collective et la formation professionnelle continue (VAE) – Yves Lochard & Benoît Robin (FR0804049Q)
- Réponse au questionnaire sur négociation collective dans le secteur des agences de travail temporaire – François Michon (FR0807019Q)
- Réponse au questionnaire sur la négociation collective dans le secteur de l'aviation civile – Solveig Grimault (FR0809029Q)
- Réponse au questionnaire sur les services à la personne – Annie Jolivet (FR0811019Q)
- Réponse au questionnaire sur la négociation collective dans le secteur des métaux – Benoît Robin (FR0811029Q)
- Réponse au questionnaire de l'Observatoire sur le recrutement et développement de la syndicalisation – Udo Rehfeldt (FR0910029Q)

*Observatoire européen des restructurations (European Restructuring Monitoring - ERM) (Benoît Robin)*

En 2008, les contributions de l'IRES se sont traduites par deux rapports :

- The consequences of mergers and acquisitions for companies and employees Jules Simha & Benoît Robin (FR0810019Q)
- The location of job creation and job destruction in multinational companies across the EU- Jules Simha & Benoît Robin (FR0810029QFR)

L'Institut a également recensé, d'après la base de données de Dublin, environ 300 cas de restructurations référencés à l'occasion d'annonces de :

- fermeture ou risque de fermeture : liquidation judiciaire, redressement judiciaire, continuation ou poursuite d'activité, etc. ;
- fusion, absorption, acquisition, cession, etc. ;
- externalisations : recours à la sous-traitance, délocalisations (mêmes partielles), etc.
- plans de développement : co-entreprise, etc. ;
- en fonction de critères et de seuils en matière d'emplois :
  - plus de 100 suppressions d'emplois dans les entreprises de moins de 250 salariés ou affectant plus de 10% des effectifs d'entreprises de plus de 250 salariés,
  - plus de 100 créations d'emplois...
- Ces présentations succinctes sur des fiches d'étude de cas font ressortir les données suivantes :



- les réductions d'emplois résultent dans près de 9 cas de restructuration sur 10 de restructurations internes ;
- les créations d'emplois sont corrélées au développement des entreprises et des groupes.

Type of restructuring	# Planned job reductions	% Planned job reductions	# planned job creation	% planned job creation
Internal restructuring	82675	89.79%	106	0.54%
Business expansion		0%	19210	97.04%
Bankruptcy / Closure	6905	7.5%		0%
Merger / Acquisition	1962	2.13%	480	2.42%
Offshoring / Delocalisation	534	0.58%		0%
Other	0	0%	0	0%
Relocation	0	0%	0	0%
Outsourcing	0	0%	0	0%
<b>Total</b>	<b>92076</b>	<b>100%</b>	<b>19796</b>	<b>100%</b>

Source : <http://www.eurofound.europa.eu/emcc/erm/>

En 2008, le solde entre le nombre d'emplois créés et le nombre d'emplois supprimés confirme les chiffres concernant la dégradation de la situation de l'emploi en France.

Cela est plus particulièrement significatif sur le second semestre 2008.

Ces données méritent d'être examinées et interprétées avec la plus grande prudence, compte tenu de la méthode et des critères retenus imposés à l'ensemble des centres en charge de suivre cela au niveau européen. Jules Simha et Benoît Robin sont intervenus pour attirer l'attention sur les biais que pouvaient générer cette méthode empirique fondée sur les seules annonces. Ils se sont attachés à réactualiser autant que possible les cas en fonction des évolutions résultant de discussions ou de négociations de plans de sauvegarde de l'emploi.

## 9 - Entretiens de l'IRES

*Les Entretiens de l'IRES* ont pour but de soumettre au débat public, deux fois par an, des travaux de l'Institut apportant un éclairage spécifique sur des enjeux importants qui intéressent les acteurs économiques et sociaux et l'opinion publique. Il s'agit, avec la participation du Conseil Economique, Social et Environnemental accueillant la manifestation, d'instaurer un lieu régulier de débat qui s'appuie sur l'originalité de l'IRES : l'échange entre syndicalistes de diverses appartenances et chercheur(e)s dans le domaine économique et social.

Le thème « *Réformes des retraites et emploi des seniors* » a concerné les *Entretiens* du 8 février 2008, au CESE. Les travaux de l'Institut avaient fait l'objet d'un numéro spécial de la *Chronique internationale*, parue fin 2007 (voir rapport d'activité 2007 de l'IRES) et regroupant une douzaine de contributions : neuf concernant des pays (Allemagne, Pays-Bas, Belgique, Royaume-Uni, Suède, Italie, Turquie, Québec, Etats-Unis), et trois de nature transversale (voir *Chronique internationale de l'IRES*, n° 109, novembre 2007). Les pays étudiés se distinguent tant par l'architecture de leurs systèmes de retraite que par les performances en termes d'emploi des seniors. Les réformes engagées ne s'inscrivent pas dans les mêmes temporalités et bousculent plus ou moins en profondeur les compromis anciens.

Deux tables rondes ont traité successivement « Des projets aux réformes des retraites, quelles conséquences sur les retraités et les seniors ? » et « Réforme des retraites et emploi des seniors, quelles articulations ? ». Un dialogue a eu lieu entre les intervenants et les responsables des organisations syndicales en charge de ces questions.

*Les Entretiens* du 27 novembre ont porté sur la question des « *évolutions comparées des modèles sociaux pour l'emploi en Europe* ». Là aussi, ils ont permis de valoriser un travail de l'Institut réalisé en 2007 et réactualisé en 2008, qui sera publié dans un numéro spécial de la Revue de l'IRES au début de l'année 2009 (voir Axe trois, thème 8).

Ce travail a concerné l'étude de la performance en matière d'emploi dans quatre pays : Allemagne, France, Grande-Bretagne, Suède. Les débats de ces seconds *Entretiens* de l'année se sont organisés, d'une part, autour d'une table ronde présentant les résultats des travaux réalisés dans les quatre pays concernés ainsi qu'une comparaison portant sur ces pays, et, d'autre part, avec des échanges entre intervenants et responsables des organisations syndicales.

## 10 - Etudes réalisées par les organisations syndicales

L'IRES soutient l'effort de recherche propre à chaque organisation syndicale, en finançant, après accord de son Conseil d'administration, des programmes d'études (appelés « agences d'objectifs ») établis par chacune d'entre elles et réalisés par des équipes (externes et/ou internes) choisies par chaque organisation. Ces travaux sont menés sous leur responsabilité, et les résultats de ces recherches sont mis à la disposition de l'ensemble du mouvement syndical. Les activités de ces agences d'objectifs font l'objet d'un rapport annuel, rédigé par le directeur général, et présenté au Conseil d'administration. Ce rapport (juillet 2008) est disponible sur le site de l'Institut.

Au cours de l'année considérée (avril 2007/avril 2008), 32 études ont été réalisées par l'ensemble des organisations syndicales et diffusées.

Le rapport annuel du directeur général, Jean-Louis Levet, fournit, en conclusion, plusieurs observations. D'une façon générale, les différents programmes d'études des organisations syndicales comprennent une grande diversité de sujets traités. Diversité rendue nécessaire par les nombreuses préoccupations des organisations syndicales, liées à un environnement de plus en plus complexe. Cependant, au-delà de cette diversité, quelques convergences fortes sont mises en évidence :

- le souci de réaliser des programmes d'études pluri-annuels, pour un contenu de plus grande qualité ; il s'agit aussi de mieux maîtriser les problèmes classiques (choix des chercheurs, temps disponibles, etc.) ;
- une préoccupation transversale aux programmes est relative à l'articulation des thèmes retenus avec les axes du plan de travail confédéral ;
- la montée en puissance d'études à caractère économique, combinant davantage les dimensions économique et sociale et la prise en compte de la dimension internationale ainsi qu'une plus grande diversité de domaines couverts ;
- la valorisation des travaux auprès des membres de l'organisation : utiles aux débats internes, ouvertures sur d'autres travaux complémentaires, formation des militants, etc. ;
- il y a enfin le souci de rationaliser le processus de construction des thèmes d'études, de réalisation (interne/externe), d'utilisation et de diffusion, afin que ces travaux, sous des formes très diverses, puissent être utiles dans la préparation de négociations collectives, la réflexion sur le développement syndical, la formation syndicale, la « gestion » de la ressource militante.

Nous pouvons ainsi observer, pour les organisations syndicales, au travers de leurs AO, le souci de combiner davantage la démarche de revendication avec la volonté de nourrir le débat public en amont.

## 11 - Centre de documentation

(Catherine Berthet, Sandrine Rollin-Larroche & Laura Tedesco, Benoît Robin)

L'activité du Centre de Documentation s'est développée suivant les différents axes de travail définis dans le programme d'activité annuel de l'Institut et de son programme scientifique à moyen-terme (PSMT 2005-2009). Ce pôle d'activité de l'Institut a ainsi mené de front :

- un travail permanent sur l'activité documentaire aux fins :
  - d'enrichir le fonds documentaire (à partir du logiciel BCDI) en supports papiers et dématérialisés (en version électronique). Ceci s'est concrétisé par un accroissement du nombre d'abonnements et d'acquisitions d'ouvrages, dont une part de plus en plus significative en service de presse ;
  - de constituer des dossiers résultant de recherches *ad hoc*, inhérents à des travaux ponctuels ou périodiques. Cet appui et ce soutien à d'autres activités de l'Institut (Chronique Internationale, Observatoires de la Fondation de Dublin) constituent une partie de la contribution à l'activité collective ;
  - d'accueillir, d'orienter et de renseigner les utilisateurs qui viennent au Centre ou qui interrogent celui-ci par la voie électronique ;
  - de gérer et de traiter les commandes d'ouvrages et les emprunts avec des actions menées en matière de sensibilisation sur le respect de la durée d'emprunt d'ouvrages en direction des utilisateurs du Centre de Documentation ;
  - d'alerter les utilisateurs des ressources nouvelles intégrées dans le fonds documentaire au travers du Bulletin bibliographique hebdomadaire des Nouveautés de l'IRES (dans une maquette rajeunie),
  - d'alerter individuellement les utilisateurs au travers d'une information personnalisée en fonction des préoccupations et des centres d'intérêt scientifiques permanents des chercheurs ;
- un travail de migration et de préparation du développement des activités documentaires dans l'avenir :
  - le Centre s'est doté de la dernière version du logiciel documentaire BCDI. L'installation a généré diverses complications et a impliqué une période d'adaptation sans conséquence sérieuse sur le service aux usagers du Centre.
  - Durant le premier semestre, Jules Simha, en stage à l'IRES, s'est attelé à dépouiller, recenser, répertorier, classer des collections de périodiques et d'ouvrages rétrocedés à l'Institut depuis plus d'une décennie sans qu'à aucun moment ceux-ci n'aient été l'objet d'un moindre traitement.

Afin de donner un aperçu de l'intérêt porté au Centre de Documentation, il convient de signaler que :

- sur la seule année 2008, le fonds documentaire s'est enrichi de près de quelques 600 ouvrages nouveaux référencés sur la base de données (sans compter les collections et périodiques) dont 295 supports papiers et 308 supports électroniques ;
- l'ensemble des réponses apportées aux appels téléphoniques, ainsi qu'aux accueils physiques ou encore depuis l'adresse électronique de l'IRES ([documentation@ires-fr.org](mailto:documentation@ires-fr.org))

représente environ 300 informations inhérentes à des questions documentaires qui ont été traitées au cours de l'année.

L'équipe documentaire s'est également attachée à répondre à diverses sollicitations des utilisateurs aux profils multiples : les chercheurs de l'IRES, les responsables syndicaux des organisations syndicales constitutives de l'IRES, les chercheurs et universitaires d'autres laboratoires de recherche en France, en Europe ou dans le monde, les Centres de Documentation et Bibliothèques avec lesquels l'IRES entretient des coopérations et des échanges, les étudiants de 3<sup>ème</sup> cycle, les organismes officiels et institutionnels, les journalistes.

Ainsi, au Congrès confédéral de la CFTC de fin novembre 2008, le Centre de Documentation a tenu un stand gracieusement mis à disposition. Ce Congrès a été l'occasion de mieux faire connaître et apprécier les travaux de l'IRES au travers diverses présentations et diffusions de publications de l'Institut et des travaux (Agence d'Objectifs) réalisés par les organisations syndicales.

Le Centre a commencé à faire le tour des Centres de Documentation des syndicats afin d'identifier les besoins nouveaux qui sont apparus récemment de leurs côtés.

Compte tenu du changement intervenu l'été 2008 dans l'équipe avec l'arrivée de Laura Tedesco (succédant à Sandrine Rollin-Larroche), venue rejoindre Catherine Berthet comme documentaliste, certains projets n'ont pas pu être réalisés dans leur intégralité.

L'IRES reste membre de plusieurs réseaux :

- dans le domaine documentaire : l'IRES participe aux travaux qui visent à la mutualisation des ressources documentaires et en particulier par la voie électronique dans le cadre du réseau documentaire dénommé *Polydoc*. en référence au *Polytechnicum* de Marne-la-Vallée ([www.polytechnicum.org/](http://www.polytechnicum.org/)) ;
- dans le domaine des archives : l'Institut soutient les initiatives menées afin de constituer et de préserver la mémoire collective du mouvement ouvrier dans le cadre du Collectif des Centres de Documentation en Histoire Ouvrière et Sociale (CODHOS : [www.codhos.asso.fr/](http://www.codhos.asso.fr/)).

Depuis l'automne 2007, le nouveau site de l'IRES [www.ires.fr](http://www.ires.fr) est en ligne. Celui-ci, qui doit être encore perfectionné, commence à être attractif.

Quelques chiffres pour illustrer l'évolution des consultations externes à l'IRES du site au travers du nombre de connexions mensuelles d'internautes différents :

- 2 626 connexions en décembre 2006 (ancien site)
- 4 293 connexions en décembre 2007
- 10 488 connexions en décembre 2008

Dont 60% résultent d'interrogations diverses d'un moteur de recherche et 30% d'interrogations avec le mot « IRES ».



## Annexe 1

### Publications

#### Axe 1 – Relations professionnelles, démocratie sociale

##### Ouvrages, participation à des ouvrages collectifs

Dufour C., Hege A., « Emplois précaires, emploi normal et syndicalisme » in Twaithe J.D. (ed.) *La Mondialisation, origines, développement et effets*, Presses universitaires de Laval, pp. 121-141.

Dufour C., Hege A., « Emplois précaires, emploi normal et syndicalisme », in Bérout S et Bouffartigues P., Editions Syllepses.

Dufour C., Hege A., « Un collectif de convention » in Bérout S. et Bouffartigues P. (éd.), Editions Syllepses, à paraître.

Pernot J.M., *La Grève*, en collaboration avec Groux G., Paris, Presses de sciences po, 2008.

Pernot J.M., « Le Sarkozysme, un stimulant des luttes sociales ? » in Magniadas J. et Mouriaux R., *Le syndicalisme au défi du 21ème siècle*, Paris, Editions Syllepse, pp. 43-61, 2008.

Pernot J.M., « The French Unions and Europe, A factor of ideological division », in *Towards Transnational Trade Union Representation? Trade Unions and European Integration*, Peter Lang (titre provisoire).

Pernot J.M., « Les salariés et les organisations syndicales de 1992 à 2004 : une longue saison de désamour » en collaboration avec Pignoni M.T., dans *Les relations sociales en entreprise*, Amossé T., Bloch-London C., Wolff L. (dir), Paris, La Découverte, collection Recherche, pp 140-162, 2008.

Rehfeldt U. (avec da Costa I.), « Transnational collective bargaining at company level: Historical developments », in: Kostantinos Papadakis (ed.), *Cross-Border Social Dialogue and Agreements: An emerging global industrial relations framework?*, Genève : International Institute for Labour Studies / International Labour Office 2008.

Rehfeldt U. (contribution), in Jogodzinski R., Kluge N. et Waddington J. (eds.), *Memorandum European Works Councils. Recommendations for policy-making based on current experiences*, Bruxelles : European Trade Union Institute (ETUI-REHS), 2008.

Rehfeldt, U., « Corporatisme et néocorporatisme : les rencontres manquées entre relations professionnelles et science politique », in Duclos L., Groux G. et Mériaux O. (eds.), *Le politique et la dynamique des relations professionnelles*, Paris : Éditions LGDJ (collection « Droit et société »), 2009, à paraître

Rehfeldt U., « European Works Councils in France » in Pries L., Rampeltshammer L. et Hertwig M. (eds.), *European Works Councils as Transnational Organisations*, Bochum 2009 à paraître.

Rehfeldt, U., « La société européenne et la participation des salariés dans les organes de contrôle/gestion », in : Auberger M.N. et Conchon A. (eds.), *La représentation du travail dans les organes de gestion des entreprises : rôle(s) et légitimité(s) des administrateurs salariés*, Paris : La Documentation française 2009, à paraître.

### Articles dans des revues scientifiques

Dufour C., Hege A., « Comités d'entreprises et syndicalisation : représentants syndicaux ou élus locaux ? » *La Revue de l'IREs*, 2008/4, à paraître.

Dufour C., Hege A., « Betriebliche Gewerkschaftsvertreter ohne Gewerkschaftsbindung? Das Paradox der zunehmend gewerkschaftlich organisierten comités d'entreprise in Frankreich » in *Industrielle Beziehungen*, à paraître.

Dufour C., Recension du livre de Bevort A. et Jobert A., *Sociologie du travail : les relations professionnelles* in « Travail et Emploi ».

Dufour C., « Le syndicalisme français et le paritarisme » *La Rivista delle Politiche Sociali*, no. 4 2008.

Hege A., « Les politiques familiales en Allemagne : le temps des réformes », *Grande Europe*, La Documentation française.

Pernot J.M., « Européanisation du syndicalisme, vieux débats, nouveaux enjeux » dans *Politique européenne*, n° 26, décembre 2008.

Rehfeldt U., « Les règles de représentativité syndicale. Les enseignements des pays voisins », in : *Personnel*, n° 494, novembre 2008.

Vincent C. avec Tallard M., « L'action syndicale au défi de la modernisation de la fonction publique : l'exemple de l'administration fiscale », *Sociologies pratiques*, n°19, à paraître.

Rehfeldt U., « Allemagne : Le syndicalisme allemand après les congrès de Ver.di et de l'IG Metall », *Chronique Internationale de l'IREs* n°111, mars 2008.

Rehfeldt U., « Allemagne : Succès syndical pour le renouvellement de la convention de la fonction publique », *Chronique Internationale de l'IREs* n°112, mai 2008.

Rehfeldt U., « Allemagne : Mise en cause du modèle de codétermination chez Volkswagen », *Chronique Internationale de l'IREs* n°114, septembre 2008.



## **Documents de travail, rapports de recherche, actes de colloques**

Dufour C., Hege A., *Les logiques d'action des entreprises à l'égard des salariés atteints du cancer : une comparaison France-Allemagne*. Rapport pour l'Institut national du cancer. Avec Dujin A., Maresca B., CREDOC.

Rehfeldt U. avec Telljohann V., da Costa I., Müller T. et Zimmer R., *International Framework Agreements: a stepping stone towards the internationalization of industrial relations ?* Rapport final pour la Fondation européenne de Dublin, Juillet 2008.

Rehfeldt U. avec Knudsen H. and Müller T., *Converting MAN B&W Diesel AG into MAN Diesel SE – negotiations and the agreement on employee involvement*, version révisée, Bruxelles, octobre 2008. [www.worker-participation.eu/layout/set/print/content/view/full/1124](http://www.worker-participation.eu/layout/set/print/content/view/full/1124)

Rehfeldt U., « La légitimité des acteurs : l'analyse d'un chercheur », in : « Les négociations transnationales en Europe », *Les Cahiers de la Fondation Europe et Société* N° 69-70, Octobre 2007 – Septembre 2008.

Vincent C. avec Dupré M., Giraud O. et Tallard M., *Les relations Etat et acteurs sociaux en France et en Allemagne (1945-1981)*, Rapport pour la DARES et le CHATEFP, Janvier 2008.

Vincent C. avec Rehfeldt U. et Volovitch P., *Administratrices et administrateurs syndicaux dans les organismes de sécurité sociale*, Rapport pour la DREES/MIRE, février 2008.

Vincent C. avec Tallard M., « Les syndicats face aux nouvelles formes de gestion de l'emploi dans le fonction publique : le cas de la GPEC dans les hôpitaux », XVIIe congrès de l'AISLF, juillet 2008, Istanbul.

Vincent C. avec Tallard M., « L'élargissement de la démocratie industrielle dans l'entreprise après Mai 68 : un irrésistible défi pour les organisations syndicales et les pouvoirs publics », colloque « La CGT dans les années 1966-1984 » de l'IHS-CGT, mai 2008, Montreuil.

## **Axe 2 – Mutations productives, financières et restructurations**

### **Ouvrages , participation à des ouvrages collectifs**

Levet J.L. (sous la dir.de), *Les pratiques de l'intelligence économique. Dix cas d'entreprises*. Economica, avril 2008.

Sauviat C. avec Lizé L., *La crise du modèle social américain*, Presses universitaires de Rennes, 2009, à paraître.

Sauviat C., « Le rôle les salariés dans la gouvernance des entreprises : un débat ancien, une légitimité en devenir », dans *La représentation du travail dans les organes de gestion des*

*entreprises : rôle(s) et légitimité(s) des administrateurs salariés*, La Documentation française, Paris, à paraître, 2009.

Sauviat C., *La nouvelle gouvernance des entreprises*, dans L'état de la France, éditions La Découverte, Paris, à paraître, 2009.

Sauviat C., « Note de lecture à propos de l'ouvrage *The State of Working America 2006-2007* », *Economie et Société*, n°30, janvier 2009.

Sauviat C., « *Plus de non assurés et des dépenses de santé en hausse sous G.W. Bush* », Le mensuel de l'université, à paraître, 2009.

### **Articles dans des revues scientifiques**

Levet J.L. avec Lorenzi J.H., « Faut-il favoriser les relations industrielles franco-allemandes ? », in les cahiers du Cercle des Economistes, PUF, à paraître, janvier 2009.

Sauviat C. avec Lefresne F., « Modes de gouvernance et régimes de restructuration : une étude de cas », dans *Travail et Emploi*, à paraître, 2009.

Sauviat C. avec Lefresne F., « Restructurations comparées au sein du groupe Alstom », dans *La Revue de l'IREES*, à paraître, 2009.

### **Documents de travail, rapports de recherche, actes de colloque**

Levet J.L., « Politique économique, les beaux jours des idées reçues », in CGT, *La France en faillite ? Réponses syndicales* », Actes du colloque national organisé par la CGT le 6 mars 2008.

Levet J.L., « L'industrie est notre avenir », in Les Conférences de la Questure, Assemblée nationale, mars 2008.

Levet J.L., « L'intelligence économique au service de la performance sociale des entreprises », in Université de la formation continue d'Alger/ Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, *Gouvernance des institutions et intelligence économique*, Actes du Colloque international des 14,15 et 16 juin 2008.

Levet J.L., « Fragments d'un discours prospectif sur le travail », in *Centre d'analyse stratégique, France 2025*, contribution écrite in Document de travail France 2025, session plénière du 16 septembre 2008.

Levet J.L., « La politique industrielle européenne » : limites et perspectives », in *Lasaire, « Europe, travail, emploi* », actes de la 9<sup>e</sup> Biennale de Lasaire, 18 et 19 septembre 2008, (à paraître, avril 2009).

Levet J.L., « Identités, diversité des cultures et des modes de gestion des ressources humaines » in *ANVIE, « L'identité de l'entreprise, nouvel enjeu de performance face à la mondialisation* », Actes du colloque organisé au Collège de France le 30 septembre 2008 (à paraître).

Levet J.L., « Analyse comparative des politiques industrielles en France et en Allemagne », Actes du colloque organisé par l'Université de Fribourg le 14 novembre 2008 « Les relations Etat-industrie : quelles protections pour les grands groupes ? », (à paraître).

Levet J.L., avec Benhassine H. et Pardi T., *Quel avenir pour l'économie française? Le renouveau du débat syndical*, document de travail IRES, novembre 2008.

Levet J.L., avec Grimault S., Kerbouch'r J.Y. et Moyé D., *Analyse quantitative et qualitative des activités industrielles dans le Val-de-marne*, rapport d'étape pour le COPAC, décembre 2008.

Sauviat C. avec Lefresne F., « Les relations professionnelles à l'épreuve des restructurations industrielles : une étude de cas », actes du colloque de Vancouver, juin 2008.

### **Axe 3 – Transformations de l'emploi et du travail**

#### **Ouvrages, participation à des ouvrages collectifs**

Husson M., *Un pur capitalisme*, Editions Page deux, Lausanne, 2008.

Jolivet A. avec Guillemard A.-M., « Pulling up the Early Retirement Anchor in France », pp. 158-173, in P. Taylor (ed), *Ageing Labour Forces. Promises and Prospects*, January, Edward Elgar, 227 p., 2008.

Lefresne F., « Trente années de politique d'insertion professionnelle des jeunes : quel bilan ? », *Les jeunesses au travail : regards croisés France-Québec*, sous la dir. De Papinot C. et Vultur M., Presses Universitaires de Rennes, à paraître.

Lochard Y., « Les experts associatifs, entre savoirs profanes, militants et professionnels » (avec Simonet M.), in Demazière D. et Gadéa C., *Sociologie des groupes professionnels*, La Découverte, à paraître.

Lochard Y. avec Join-Lambert O., Raveyre M., Ughetto P., « Le musée pour tous : enjeux professionnels d'une politique publique », *Action publique et légitimités professionnelles*, Le Bianic T. et Vion A. (sld), LGDF, Coll. Droit et Société, p. 131-143, 2008.

Michon F. avec Belkacem R., Kornig C., *L'intérim dans tous ses états*, L'harmattan, à paraître.

Michon F. avec Erhel C., Lefevre G., « L'intérim, un secteur dual, entre précarité et protection », in Caroli E. et Gautié J., à paraître.

#### **Articles dans des revues scientifiques**

Grimault S., « Sécurisation des parcours professionnels et flexicurité : analyse comparative des positions syndicales », *Travail et Emploi*, n°113, Janvier-mars, pp. 75-89, 2008.

Grimault S. avec Quintero N. et Tuchsizirer C., « Les entreprises et la VAE : quels usages collectifs du dispositif ? », , *Premières Informations Premières Synthèses*, n°44.4, DARES, octobre 2008.

Grimault S. avec Combes M.C. et Bureau M.C.), « Usages collectifs et exercice du droit individuel à la VAE », *La Revue de l'IREES*, n°55, 2007/3, pp.226-227, 2008.

Husson M., « Performances d'emploi : macroéconomie et marchés du travail », *La Revue de l'IREES*, n° 58, à paraître.

Husson M., « Le capitalisme contemporain et Marx », *Droit social*, Février 2008.

Jolivet A., « Réforme des retraites de 2003 : quel impact sur l'emploi des seniors ? », *Retraite et Société*, n° 54, pp. 10-31, juin 2008.

Jolivet A., « Réforme des retraites de 2003 : quel impact sur l'emploi des seniors ? », *Retraite et Société*, n° 54, pp. 10-31, juin 2008.

Jolivet A., Volkoff S., « Prendre en compte la pénibilité », *Retraites : le rendez-vous de 2008, Regards sur l'actualité*, n° 344, octobre 2008.

Join-Lambert O, Durcissement de la politique migratoire et acteurs sociaux », *Chronique internationale de l'IREES*, n° 114, p. 22-31, septembre 2008.

Join-Lambert O. avec Lochard Y, « Idéal professionnel et action publique : dissonances et décalages temporels. Les conservateurs de musées et leurs nécrologies », (à paraître).

Lefresne F., « Quand l'emploi rime avec pauvreté », p. 76-80, *L'observatoire*, Revue d'action sociale et médico-sociale, n° 56/2007-2008, Insertion des publics vulnérables, Bruxelles, février 2008 ([www.revueobservatoire.be](http://www.revueobservatoire.be)).

Lefresne F., « Les pièges de la flex-sécurité », *Nouveaux Regards*, Lettre électronique n° 5, Institut de recherches de la FSU, IRHESC, février 2008, (<http://institut.fsu.fr/lettremensuelle/2008-2.htm>).

Lefresne F. avec Fabre A. et Tuchsizirer C., « L'accord du 11 janvier 2008 sur la modernisation du marché du travail : une tentative d'évaluation », *Revue de l'OFCE*, pp. 5-28, novembre 2008.

Lefresne F., « Les perspectives d'un marché du travail européen », *Futuribles*, n° 347, pp. 5-24, décembre 2008.

Lefresne F., « Les avatars d'une indemnisation du chômage faiblement protectrice : le cas britannique », *Chronique Internationale de l'IREES, spécial « Indemnisation du chômage en France : débats sur les réformes »*, novembre 2008.

Lefresne F., « Regards comparatifs sur l'indemnisation du chômage : va-t-on vers une sécurisation des parcours professionnels ? », *Chronique Internationale de l'IREs*, spécial « Indemnisation du chômage en France : débats sur les réformes », novembre 2008.

Lefresne F. avec Begg I., « Le marché du travail britannique : mythe et réalité du modèle néolibéral », *La Revue de l'IREs*, n° 58, (à paraître).

Lochard Y. avec Bory A., « La Responsabilité Sociale des Entreprises : un cheval de Troie politique ? » *Sociologies pratiques*, n° 18, à paraître.

Lochard Y. avec Bory A., « La RSE, entre relations publiques et outil politique », *La Revue de l'IREs*, n° 56, 2008/2.

Lochard Y., « L'avènement des « savoirs expérimentiels » », *La Revue de l'IREs*, n° 55, 2007/3, pp.79-95, 2008.

Meilland C., « Le système d'indemnisation du chômage en sursis ou comment résoudre les pénuries de main-d'œuvre ? », *Chronique Internationale de l'IREs*, 2008.

Meilland C. avec Fagnani J., Math A., « Politiques familiales, emploi et acteurs sociaux : regards croisés France-Allemagne », *Recherches et Prévisions*, à paraître.

Viprey M. en collaboration avec Meilland C., « L'année européenne de l'égalité des chances pour tous », *Chronique internationale de l'IREs*, mars 2008.

Viprey M., De l'assurance chômage à l'assurance-emploi : le désengagement de l'Etat canadien, *Chronique internationale de l'IREs*, novembre 2008.

### **Documents de travail, Rapports de recherche, Actes de colloque**

Grimault S. avec Combes M.C., Bureau M.C., Lochard Y., Quintéro Nathalie, Tuchsirer C., « Les politiques des entreprises en matière de certification et l'utilisation de la validation des acquis de l'expérience », convention DARES/CEE, *Document de travail de l'IREs*, N°02.08, février 2008 ([http://www.ires-fr.org/IMG/File/DdT%2002.08%20avec%20PDG\(3\).pdf](http://www.ires-fr.org/IMG/File/DdT%2002.08%20avec%20PDG(3).pdf)).

Join-Lambert O., « Les receveurs des Postes, l'Etat et le service public : discours et pratiques (1965-1973) », in le travail comme catégorie culturelle, Actes du congrès de Nancy, Editions du Comité des travaux historiques et scientifiques, Paris, 2008.

Join-Lambert O., « Quand l'Etat prend des risques. Les élèves et le « risque-machine » dans l'enseignement technique (1946-1991) », in Omnès C., Pitti L. (dir.), *Cultures du risque au travail et pratiques de prévention en Europe au XXe siècle*, Actes du colloque organisé à l'UVSQ, (à paraître).

Jolivet A., Lamotte B., Massit C., « La place des seniors dans les accords d'entreprise », *Rapport pour la DARES*, 99 p, novembre 2008.

Lefresne F. avec Fondeur Y., « Le déclassement des jeunes : une comparaison France-Suède », *Rapport de recherche pour la Desco, Ministère de l'Éducation nationale*, 107 p.

Lochard Y., Etude sur l'accompagnement à *Solidarités Nouvelles face au chômage*, Juin 2008.

Meilland C. avec Fagnani J., Math A., (et avec la collaboration de Greulich Luci A.), *Comparaison européenne des aides aux familles*, rapport de recherche réalisé par l'IRES avec le soutien de la CNAF, septembre 2008, 354 pages.

Viprey M. en collaboration avec Slama S., La politique migratoire française dictée par les besoins économiques, Rapport final pour la banque mondiale, septembre 2008.

## **Axe 4 – Protection sociale, salaires et autres revenus**

### **Ouvrages, participation à des ouvrages collectifs**

Math A., « Dynamiques des politiques d'aides aux familles en Europe occidentale », *in* Guillemard A. M. (sous la direction de), *Où va la protection sociale ?* PUF, 2008.

Fagnani J., Math A., « Policy Packages for Families with Children in 11 European Countries: Multiple Approaches », *in* Leira A. and Saraceno C. (eds), *Childhood: Changing contexts*, Comparative social Research volume 25, Bingley, Emerald, JAI, 2008, pp. 55-78, 2008.

### **Articles dans des revues scientifiques**

Concialdi P., « Le pouvoir d'achat depuis cinquante ans : la rupture des années 1980 », *Regards sur l'actualité*, n°341, juin, pp.5-17, 2008.

Concialdi P., « La chasse aux chômeurs », *Droit social*, n°6, juin, pp. 706-711, 2008.

Concialdi P., « L'offre raisonnable d'emploi », *Mouvements*, juillet 2008.  
(<http://www.mouvements.info/spip.php?article313>).

Math A., « De l'emploi à la retraite : quel parcours pour les seniors ? », *Problèmes économiques* n°2950, juin 2008, pp.13-22, 2008.

### **Documents de travail, rapports de recherche, actes de colloque**

Concialdi P., « Comment définir et mesurer le bien-être ? Quelques réflexions pour le débat » Communication aux XIèmes Journées d'économie critique, Bilbao, 27-29 mars 2008.

Concialdi P., Levy C., *Privés d'emploi et précaires : enquête dans des zones urbaines en Europe et en Chine*, rapport du PICS 3270, juillet 2008.

Fagnani J., Math A., Meilland C. (avec la collaboration de Luci-Greulich A.), *Comparaison européenne des aides aux familles*, rapport de recherche réalisé par l'IRES avec le soutien de la CNAF, septembre 2008, 354 pages.

Letablier M-T., Luci A., Math A., Thévenon O., *The costs of raising children and the effectiveness of supporting parenthood policies in European countries: a Literature Review*, INED, rapport pour la Commission européenne, December 2008, 150 pages.





## Annexe 2

### Communications et interventions

**LASAIRE.** Séminaire « Acteurs sociaux, relance de l'Europe et mondialisation ». Intervention de Udo Rehfeldt « Le développement de la négociation dans les entreprises transnationales ». (Bruxelles, 11 janvier 2008)

**Institut régional du travail.** Journée d'études avec la CGT Airbus. Intervention de Christian Dufour et Adelheid Hege « Les relations entre syndicats et institutions de représentation en entreprises ». (Toulouse, 16 janvier 2008)

**DGAFP** (Direction générale de l'administration et de la fonction publique). Présentation par Jean-Marie Pernot (avec G Jeannot et C Desmarais) du rapport « Gestion des personnels publics : évolutions récentes et perspectives ». (Paris, 18 janvier 2008)

**CGT.** Journée départementale CGT de l'Ain. Communication de Jean-Marie Pernot sur les problèmes généraux du syndicalisme et la question de la syndicalisation. (Bourg en Bresse, 22 janvier 2008)

**ISSTO** (Institut des Sciences Sociales du Travail de l'Ouest) de l'Université Ouest. Formation de syndicalistes. Intervention d'Antoine Math intitulée « Analyse comparée des évolutions des systèmes de retraite ». (Rennes, 23 janvier 2008)

**CCIP** (Chambre de commerce et d'industrie de Paris). Remise des diplômes des masters de l'ESIEE, Université Marne-la-vallée. Cérémonie parrainée par Jean-Louis Levet et intervention « De la formation en économie de l'innovation et en intelligence économique : les perspectives ». (Paris, 25 janvier 2008)

**DARES.** Journée d'études sur les restructurations. Communication de Florence Lefresne, Solveig Grimault et Catherine Sauviat « Modes de gouvernance et restructuration : le cas d'Alstom ». (Paris, 28 janvier 2008)

**CGT de l'Union de Côte d'Or.** Congrès départemental. Table ronde sur l'avenir du syndicalisme, intervention de Jean-Marie Pernot. (Dijon, 31 janvier 2008)

**Université Marne-la-Vallée, ESIEE.** Séminaire organisé par Jean-Louis Levet « De la performance globale des entreprises », Master « Intelligence économique et scientifique ». (Marne la Vallée, 1er février 2008)

**Europe et Société.** Colloque « Les négociations transnationales en Europe ». Introduction de Udo Rehfeldt sur « la nature et portée de la négociation transnationale d'entreprise en Europe ». (Paris, 5-6 février 2008).

**CEE** (Centre d'Etudes de l'Emploi). Séminaire interne, Annie Jolivet, discutante du texte de Guillaume HUYEZ « Le faux consensus sur l'emploi des seniors ». (Noisy-le-Grand, 12 février 2008)

**Haut commissariat aux solidarités actives contre la pauvreté.** Grenelle de l'Insertion. Communication de Florence Lefresne « La place de la formation professionnelle dans les politiques d'insertion des jeunes en difficulté ». (Paris, 13 février 2008)

**Institut syndical européen.** Participation de Christian Dufour à la réunion constitutive du réseau des « Trade Unions Related Instituts ». (Bruxelles, 14 février 2008)

**Collectif National des Droits des Femmes.** Forum-débat « De la précarité à la pauvreté : à quel horizon l'égalité professionnelle et salariale entre les femmes et les hommes ? ». Intervention

d'Antoine Math « Ambiguïtés et insuffisances de la politique familiale à l'égard de l'égalité hommes/femmes ». (Paris, 16 février 2008)

**CES** (Conseil économique et social). Audition de Michel Husson par la section des questions économiques générales et de la conjoncture du CES, dans le cadre du projet d'avis sur « La conjoncture économique et sociale en 2008 » rapporteure Marie-Suzie Pungier, secrétaire confédérale CGT-FO. (Paris, 28 février 2008)

**Université d'Alger**. Séminaire organisé par Jean-Louis Levet « Fondements méthodologiques de la démarche d'intelligence économique ». (Alger, 1-3 mars 2008)

**Université d'Oxford**. Department of Politics and International Relations. Séminaire public et présentation de livre. Commentaire de Udo Rehfeldt sur le livre de Roland Erne *European Unions. Labour's Quest for a Transnational Democracy*. (Oxford, 3 mars 2008).

**Groupe maritime et industriel de Fos**. Commission sociale. Intervention de Christian Dufour sur « les résultats de la négociation sur la modernisation du marché du travail ». (Martigues, 6 mars 2008)

**MEDEF**. Intervention de Christian Dufour auprès des « Zenga » du MEDEF de Marseille sur la négociation concernant la représentativité. (Marseille, 6 mars 2008)

**EHESP** (Ecole des Hautes Études en Santé Publique). Session inter-école « Action publique et articulation des âges de la vie : les effets possibles sur les processus individuels de vieillissement ». Communication d'Annie Jolivet « Emploi des seniors : orientations européennes, situation en France, réforme des retraites et fonction publique ». (Rennes, 6 mars 2008)

**CGT**, colloque national « la France en faillite ? Réponses syndicales ». Intervention de Jean-Louis Levet « Politique économique, les beaux jours des idées reçues ». (Paris, 6 mars 2008)

**Ver.di**. Journée des femmes. Intervention de Christian Dufour sur le thème « Quel rôle du salaire minimum en France ? ». (Heidelberg, 8 mars 2008)

**IDHE, Paris X-Nanterre**. Colloque « Le travail associatif ». Introduction de Yves Lochard à la table ronde sur « Le travail associatif, renouvellement ou remise en cause du service public ? ». (Nanterre, 10-11 mars 2008)

**Institut International d'Études Sociales**. Atelier de recherche « Exploring the impact of international framework agreements (IFAs) : Research project and methodologies ». Co-présentation par Udo Rehfeldt d'un projet de recherche en cours sur les accords-cadres internationaux. (Genève, 12 mars 2008).

**Centre d'Économie de la Sorbonne/IRES**. Journée d'étude « Politiques familiales, emploi et acteurs sociaux : regards croisés France-Allemagne ». Intervention d'Antoine Math et Christèle Meilland « Une comparaison du soutien financier des familles en Europe ». (Paris, 14 mars 2008)

**CNIS** (Conseil national de l'information statistique). Séance sur les politiques de l'emploi sous la présidence de Raoul Briet. Discussion de Florence Lefresne « Que peut-on penser du dispositif d'observation et de suivi des politiques d'emploi en France ». (Paris, 14 mars 2008)

**British Council, Migration Policy Group** (Bruxelles) et **INED**. Séminaire « L'Intégration des nouveaux arrivants en France - la législation française sur l'intégration comparée à ses voisins européens ». Présidence d'Antoine Math de la table ronde « Accès au territoire et conditions de séjour ». (Paris, 17 mars 2008)

**INED** (Institut national d'études démographiques). Journée scientifique « Age, niveau de vie et bien-être : quels enjeux pour les retraites ? ». Annie Jolivet, discutante du texte de Cédric AFSA « Le rôle de la qualité de l'emploi dans les intentions de départ à la retraite ». (Paris, 18 mars 2008)

**RH&M.** Forum 2008 « Innovation du management ». Intervention de Jean-Louis Levet « Nouvelles exigences économiques et sociétales : vers une autre performance ? ». (Paris, 18 mars 2008)

**Etablissement Public d'Aménagement Orly, Rungis, Seine Amont.** Atelier « La place de l'industrie dans le développement économique et l'équilibre de l'emploi », avec une conférence sur ce thème de Jean-Louis Levet (Choisy le Roi, 20 mars 2008)

**SPD.** Séminaire « Crise financière : diagnostic et réponses possibles ». Intervention de Jean-Louis Levet. (Paris, 25 mars 2008)

**Assemblée nationale.** « Les Entretiens de la Questure ». Conférence de Jean-Louis Levet « L'industrie est notre avenir ». (Paris, 26 mars 2008)

**National Institute of Science, Technology and Development Studies.** CAPRIGHT. Conférence internationale. Communication de Florence Lefresne et Catherine Sauviat « Restructuring issues : some thoughts about the interaction between qualitative and quantitative approaches ». (Sinaia, Roumanie, 26-29 mars 2008)

**XIèmes Journées d'économie critique.** Communication de Pierre Concialdi « Comment définir et mesurer le bien-être ? Quelques réflexions pour le débat ». (Bilbao, 27-29 mars 2008)

**ISST.** Session de formation à l'intention de la CFDT Pays de la Loire. Intervention de Jean-Marie Pernot « les diversités syndicales en Europe et les évolutions récentes ». (Angers, 28 mars 2008).

**ISST UGICT-CGT.** Intervention d'Adelheid Hege « La place des femmes aux prud'hommes de 1997 à 2002 ». (Fontenay aux Roses, 1<sup>er</sup> avril 2008)

**CEE.** Séminaire de recherche. Intervention de Solveig Grimault « Sécurisation des parcours professionnels : généalogie de la notion et analyse des positions syndicales ». (Noisy le Grand, 8 avril 2008)

Entretiens de l'**IEP** de Grenoble. Communication de Jean-Marie Pernot « Quest-ce que le syndicalisme européen ? (Grenoble, 2 avril 2008)

**Ecomusée du Val de Bièvre.** Exposé de Pierre Concialdi « Pauvreté et travail en Ile-de-France ». (Fresnes, 10 avril 2008)

**LASAIRE.** Séminaire « L'évolution des relations sociales dans l'UE : pratiques et enjeux dans les nouveaux Etats membres ». Introduction de Udo Rehfeldt sur « le dialogue social et la négociation dans l'UE au niveau sectoriel et au niveau des entreprises transnationales ». (Sofia – Bulgarie, 11 avril 2008)

**Cabinet Alain Gavand et l'Oréal.** Forum emploi et diversité « Gérer sa 2<sup>ème</sup> partie de carrière ». Participation d'Annie Jolivet à la table ronde sur « Le recrutement des seniors, un nouvel enjeu – paroles d'experts ». (Aulnay sous-Bois, 22 avril 2008)

**Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail.** Deuxième séminaire d'experts « Les accords-cadres internationaux (ACI). Intervention de Udo Rehfeldt avec Isabel da Costa et Volker Telljohann « Inventaire des ACI : arrière-plan, contenu, motivations, impacts ». (Rome, 28-29 avril 2008)

Grenelle de l'insertion. Intervention de Christian Dufour sur « Le rôle des activités sociales des comités d'entreprise dans l'insertion ». (Lille, 7 mai 2008)

**CGT.** Colloque Institut d'histoire sociale « La CGT dans les années 1966-1984 ».

Communication de Jean-Marie Pernot « La CGT dans la FSM : une démarche pour les réformes tardive et modeste ». (Montreuil, 14-15 mai 2008)

**Direction régionale de l'équipement.** Conférence de Jean-Louis Levet « Industrie et développement territorial : quelles perspectives ? ». (Lyon, 15 mai 2008)

**CFTC.** Session des Administrateurs retraite. Intervention d'Annie Jolivet sur « L'emploi des seniors ». (Enghien, 15 mai 2008)

Forum de Shanghai, organisé par l'**Université Fudan de Shanghai**. Communication de Pierre Concialdi « Pension reforms in Europe : towards « new inequalities ? ». (Shanghai, 25-27 mai 2008)

Cycle de Rencontres IRES « Quel avenir pour l'économie française ? ». Exposé de Jean-Louis Levet « PME-PMI : vers la performance globale » à la session « Quelle croissance pour les PME et quelles PME pour la croissance ? » (Paris, CAS, 29 mai 2008)

**EHESS**, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales. Laboratoire de démographie historique. Séminaire « Les murs : le béton, les mots ». Communication d'Antoine Math « Les étrangers et la protection sociale ». (Paris, 2 juin 2008)

**Ministère de l'Economie et des Finances.** Cycle de conférences 2008 de l'IPGDE. Conférence de Jean-Louis Levet « Quels leviers pour la croissance ? ». (Paris, 5 juin 2008)

**ACRI** Association canadienne des relations industrielles. Conférence internationale annuelle sur les relations professionnelles.

- Intervention de Florence Lefresne et Catherine Sauviat « Les relations professionnelles à l'épreuve des restructurations industrielles : une étude de cas » ;

- Communication de Christian Dufour et Adelheid Hege « Crise de légitimité des syndicats en Europe ? ».

(Vancouver, 5 juin 2008)

30<sup>ème</sup> Congrès national médecine et santé au travail. Symposium « Pénibilité et usure au travail ». Intervention d'Annie Jolivet avec Annie Touranchet (DRTEFP) « Comment faire quand on ne peut plus ? ». (Tours, 5 juin 2008)

**CRIMT** Centre de recherche internationale sur la mondialisation du travail. Participation de Christian Dufour et Adelheid Hege au séminaire de travail du réseau mondial de chercheurs sur les transformations du syndicalisme. (Vancouver, 7-8 juin 2008)

**CEE**, Centre d'Etudes de l'Emploi. Séminaire. Présentation d'Antoine Math de l'article du dernier numéro spécial de la Chronique internationale « De l'emploi à la retraite : quelle (in)sécurisation des parcours pour les seniors ? ». (Noisy le Grand, 10 juin 2008)

**OFCE**, Observatoire français des conjonctures économiques. Séminaire « Economie de la mondialisation » organisé par Henri Sterdyniak. Intervention de Florence Lefresne (avec Alexandre Fabre et Carole Tuchszirer) « L'accord du 11 janvier 2008 sur la modernisation du marché du travail : une tentative d'évaluation ». (Paris, 10 juin 2008)

**Conseil général des Côtes d'Armor.** Colloque « Les paradoxes de la mobilité ». Intervention de Solveig Grimault à l'atelier « Mobilités professionnelles, parcours professionnels et conditions de travail ». (Saint-Brieuc, 11 juin 2008)

**Université du Québec.** Work and Labour Network RDLWL. Congrès « Innovations sociales et travail ». Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES). Communication de Udo Rehfeldt avec Isabel de Costa « Responsabilité sociale d'entreprise et accords-cadres internationaux : l'émergence de nouvelles régulations de l'emploi ». (Montreal, 12-14 juin 2008)

**Université de la formation continue d'Alger.** Colloque international « Intelligence économique et gouvernance des institutions ». Conférence de Jean-Louis Levet « L'intelligence économique au service de la performance sociale des entreprises ». (Alger, 14-15 juin 2008)

**Université de Rouen/GT 18.** Groupe de recherche innovations et sociétés (GRIS). « Sociologie des relations professionnelles » de l'Association française de sociologie. Colloque international « Mondialisation et recomposition des relations professionnelles ». Communication de Udo Rehfeldt avec Isabel da Costa « La négociation collective transnationale d'entreprise : quel rôle

pour les comités d'entreprise européens/mondiaux et pour les syndicats ? ». (Rouen, 19-20 juin 2008)

**CGT.** Conférence nationale sur l'insertion par le travail. Intervention de Christian Dufour sur « La stratégie syndicale à l'égard des salariés précaires ». (Montreuil, 24 juin 2008)

**Commission Européenne et comité de la protection sociale de l'Union européenne.** Séminaire « Policies for Today's Families: Towards a Framework for Assessing Family Policies in the EU. Présentation d'Antoine Math avec Olivier Thévenon de l'INED « Comparing and assessing family policies : scope and limits of available expenditure data ». (Bruxelles, 25 juin 2008)

**Université de Jena.** Centre de recherche sociologique. Participation de Christian Dufour au séminaire européen de recherche sur « La précarité et le mouvement syndical ».

**IRES-WSI.** Séminaire franco-allemand sous l'égide de la Friedrich Ebert Stiftung. Interventions de Christian Dufour « L'évolution du salaire minimum en France », et d'Adelheid Hege « Les salariés précaires et le syndicalisme ». (Paris, 26 juin 2008)

**Cycle de Rencontres IRES** « Quel avenir pour l'économie française ? ». Présentation de la synthèse des travaux par Jean-Louis Levet, session conclusive. (Paris, CAS, 26 juin 2008)

**Fondation Arbeit und Leben** (Osnabrück) avec la **Fondation Friedrich-Ebert.** Projet ZAUBER (« Zukunft von Arbeitsbeziehungen und Arbeit in Europa »). Séminaire « Information, consultation et dialogue social – nouveaux concepts pour les partenaires sociaux et les entreprises ». Communication de Udo Rehfeldt (avec Isabel da Costa) « First Steps towards a Transnational Union and EWC Coordination Strategy on Restructuring : The Case of GM Europe ». (Rome 30 juin/1<sup>er</sup> juillet 2008)

**CGT-FO.** Stage de formation syndical fédéral des responsables FO transport. Intervention de Benoît Robin « Le transport dans l'économie et l'économie du transport ». (Compiègne, 2 juillet 2008)

**METIS et ASTREE.** Universités européennes du travail et de l'emploi. « Recomposition syndicales et dialogue social dans l'entreprise ». Introduction de Udo Rehfeldt sur les autres pays européens. (Paris, 3 juillet 2008)

**IPSE.** XXXIII<sup>ème</sup> Rencontre « La protection sociale, une sécurisation de la flexibilité du travail en Europe ». Intervention de Solveig Grimault « Travail et flexicurité ». (Strasbourg, 3-4 juillet 2008)

**AISLF** (Association internationale des Sociologues de langue française). XVII<sup>e</sup> Congrès international :

- communication de Udo Rehfeldt (avec Isabel da Costa) « La négociation collective transnationale d'entreprise : Dynamique historique et dimension européenne » ;
- intervention de Catherine Vincent « les syndicats face aux nouvelles formes de gestion de l'emploi dans la fonction publique : le cas de la GPEC dans les hôpitaux ».

(Istanbul, 7-11 juillet 2008)

**CGT.** Session d'été du Conseil national confédéral « Evolution du paysage syndical ». Participation de Jean-Marie Pernot à la table ronde CGT. (Courcelles, 9 juillet 2008)

**ISST Midi-Pyrénées/Université Le Mirail.** Journée de réflexion CGT. Intervention de Jean-Marie Pernot « Position commune, dynamiques syndicales ». (Toulouse, 25 août 2008)

**ISA** (Association internationale de sociologie). Interventions de Christian Dufour et Adelheid Hege avec Christian Levesque et Gregor Murray, CRIMT, « Are the main obstacles to union renewal internal or external ? » et « When local unions meet the global ». (Barcelone, 5-8 septembre 2008)

**WZB** (Wissenschaftszentrum Berlin), **Fondation Hans-Böckler** et **Institut syndical européen**. Séminaire « Les syndicalisme européen en transition ? ». Présidence par Udo Rehfeldt de la séance « Y-a-t-il de nouvelles formes de représentation ? ». (Berlin, 9-10 septembre 2008)

**Centre d'Analyse Stratégique**, Commission plénière France 2025. Intervention/communication de Jean-Louis Levet sur « Le travail demain : réflexions prospectives ». (Paris, 16 septembre 2008)

**LASAIRE**. 9<sup>e</sup> Biennale « Europe Travail Emploi » :

- intervention de Jean-Louis Levet sur « La politique industrielle européenne » ;
- animation par Udo Rehfeldt de l'atelier « Les systèmes de représentation des salariés et la négociation transnationale dans les grandes entreprises européennes ». (St-Etienne, 18-19 septembre 2008)

**ISSTO**. Journées de stage pour CGT-FO Grand-Ouest. Animation par Jean-Marie Pernot « Le syndicalisme en Europe » et « Les enjeux à venir des syndicats français ». (Rennes, 24-25 septembre 2008)

**Centre universitaire Condorcet**. Colloque « Histoire de la santé au travail ». Discussion par Odile Join-Lambert de la session « Conception et gestion des risques professionnels ». (Le Creusot, 25-26 septembre 2008)

**ANVIE/Collège de France**. Colloque « L'identité de l'entreprise, nouvel enjeu de performance face à la mondialisation ». Intervention/communication de Jean-Louis Levet « Identités, diversité des cultures et des modes de gestion des ressources humaines ». (Paris, 30 septembre 2008)

**Centre d'analyse stratégique**. Commission « France 2025 ». Intervention de Jean-Louis Levet « Production, quelles perspectives ? ». (Paris, 1er octobre 2008)

**Centre d'histoire sociale de la Haute Loire**. Inauguration. Conférence de Jean-Marie Pernot « Les grèves, mai 1968 et avant » (Le Puy en Velay, 1<sup>er</sup> octobre 2008).

**RH&M**. Convention « Performance des entreprises et rémunérations ». Intervention de Jean-Louis Levet « Politique sociale et performance des entreprises ». (Paris, le 7 octobre 2008)

**CNAM**. « Rencontres annuelles des territoires ». Intervention de Jean-Louis Levet « De l'aménagement du territoire au développement des territoires ». (Paris, le 10 octobre 2008)

**Rendez-vous de l'histoire**. Table ronde organisée par la revue « Le mouvement social ». Participation Jean-Marie Pernot : « Bruxelles, les mouvements sociaux et les syndicalismes européens », (Blois, 10 octobre 2008).

**Institut Syndical européen**. Colloque sur la syndicalisation. Intervention de Christian Dufour et Adelheid Hege sur les caractéristiques des relations professionnelles françaises. (Bruxelles, le 14 octobre 2008)

**COR** (Conseil d'Orientation des retraites). Colloque annuel sur « Le système de retraite suédois ». Intervention d'Antoine Math sur « La réforme suédoise : des choix novateurs ? » (Paris, 16 octobre 2008)

**Centre d'histoire sociale du XX<sup>e</sup> siècle**. Contribution Jean-Marie Pernot sur l'ouvrage « Le syndicalisme dans la France occupée ». (Paris, 16 octobre 2008).

**CSQ**. Intervention de Christian Dufour lors de la conférence de rentrée de l'exécutif syndical. (Québec, 22-24 octobre 2008)

**IDHE-CNRS**. Colloque « Les restructurations industrielles entre politiques, droit et relations professionnelles » :

- Communication de Udo Rehfeldt (avec Isabel da Costa, IDHE-CNRS) sur « Restructurations et comités d'entreprise européens dans l'automobile ».
- Communication de Florence Lefresne et Catherine Sauviat « Restructurations comparées au

sein d'Alstom ».

(Cachan, 23-24 octobre 2008)

**Institut Syndical Européen (ETUI).** Forum mensuel. Intervention de Udo Rehfeldt (avec Isabel da Costa, IDHE-CNRS) « Transnational collective bargaining at company level: Historical developments in the automobile industry ». (Bruxelles, 29 octobre 2008)

**CGT Nettoyage Ile-de-France.** Soirée d'information et débat. Intervention d'Antoine Math sur « Les droits sociaux des vieux migrants ». (Paris, 31 octobre 2008)

**Drire région PACA.** Séminaire des acteurs de l'industrie du nettoyage. Intervention de Jean-Louis Levet « Quelle politique industrielle pour la compétitivité des entreprises ? ». (Avignon, 3 novembre 2008)

**IDIES** (Institut pour le développement de l'information économique et sociale). Colloque. Participation de Pierre Concialdi à la table ronde : « Les informations fournies par la statistique publique française sont-elles suffisantes pour nourrir un débat informé sur l'état de l'économie et de la société ? ». (Paris, 5 novembre 2008)

**ESIEE** (Ecole supérieure des industries électronique et électrique), Université Marne la Vallée. Séminaire « Fondamentaux de la démarche d'intelligence économique » dirigé par Jean-Louis Levet. (Noisy Grand, 7 novembre 2008)

**Association française de Sociologie/IRES.** Groupe de Travail « Relations Professionnelles » (GT18) de Séminaire de recherche sur la démocratie industrielle. Intervention de Udo Rehfeldt sur la « Démocratie économique dans le système allemand de relations professionnelles ». (Paris, CNAM, 7 novembre 2008)

**Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail.** Conférence annuelle des Observatoires. Intervention de Benoît Robin à l'Observatoire sur les restructurations (ERM) sur « l'augmentation des cas inhérents aux crises ». (Dublin, 13 novembre 2008)

**Département de l'action sociale du Canton de Genève.** Communication de Florence Lefresne « Insertion professionnelle des jeunes et politiques d'emploi et de formation en Europe ». (Meyrin, 11 novembre 2008)

**Présidence française de l'Union européenne.** Conférence sur les accords transnationaux d'entreprises. Présentation par Udo Rehfeldt du thème « Anticipation et restructurations dans les accords transnationaux ». (Lyon, 13-14 novembre 2008)

**Université de Freiburg.** Colloque « Etat-industrie, quelles protections pour les entreprises ? ». Intervention de Jean-Louis Levet « analyse comparée des politiques industrielles françaises et allemande ». Publication des Actes (en cours). (Freibourg, 14 novembre 2008)

**Bourse du travail de Marseille.** Stage de formation syndicale sur la précarité organisé par la FSU des Bouches-du-Rhône. Intervention de Pierre Concialdi. (Marseille, 18 novembre 2008)

**Ecomusée de Fresnes.** « Des solutions pour les travailleurs pauvres ? ». Michel Husson, débat avec Christine Black-Charlec (Medef) et Gilles Desbordes (CFDT). (Fresnes, 18 novembre 2008)

**Légifrance.** Colloque sur « la réforme de la représentativité ». Contribution de Jean-Marie Pernot. (Paris, 20 novembre 2008).

**Université Paris 1/ISST.** Stage CGT-FO « Economie 2<sup>ème</sup> degré Mieux saisir les enjeux du libéralisme » :

- Intervention de Pierre Concialdi sur le thème : « Chômage et précarité » ;

- intervention de Catherine Sauviat « Réformes des retraites, capitalisation et épargne salariale ». (Paris, 25 novembre 2008)

**Centre de gestion de l'Isère.** Séminaire « Prendre en compte l'avance en âge dans les collectivités territoriales ». Communication d'Annie Jolivet « Construire la deuxième partie de

carrière et la fin de carrière : pistes de réflexion, dispositifs existants, exemples d'expériences ». (Saint Martin d'Hères, 25 novembre 2008)

**Fédération de la Banque CFDT.** Assemblée générale des syndicats. Participation de Jean-Marie Pernot à un débat « syndicalisation et avenir du syndicalisme ». (Le Touquet, 25 novembre 2008).

**ELA.** Présidence et intervention de Christian Dufour et Adelheid Hege lors du colloque international sur « le syndicalisme de contre-pouvoir » organisé avec la confédération basque à la veille de son congrès. (Bilbao, 25 novembre 2008)

**Centre d'analyse stratégique.** Commission « France 2025 ». Intervention de Jean-Louis Levet « Quel avenir pour le made in France? ». (Paris, 26 novembre 2008)

**Conseil Economique, social et environnemental.** Entretiens de l'IRES « Evolutions comparées des modèles sociaux pour l'emploi en Europe » :

- communication de Michel Husson « Performances d'emploi : macroéconomie et marchés du travail » ;

- communication de Florence Lefresne « Royaume-Uni : mythe et réalité du modèle néo-libéral ». (Paris, 27 novembre 2008)

**IRES,** séminaire du groupe « Politique économique », « Politiques industrielles : le renouveau ? ». Intervention de Jean-Louis Levet « L'intervention de l'Etat dans l'économie : théories et pratiques, quels enseignements ? ». (Noisy le Grand, 28 novembre 2008)

**Centre d'Etudes de l'Emploi/IRDES.** Colloque PENSARE (Pénibilité, Santé Retraite). Communication d'Annie Jolivet « Pénibilité, emploi, retraite : quelques enseignements des accords collectifs en France ». (Paris, 28 novembre 2008)

**FONGECIF.** Colloque « L'emploi des seniors, agir ensemble ». Communication d'Annie Jolivet « Emploi, formation, conditions de travail : les multiples enjeux de la 2<sup>de</sup> partie de carrière ». (Lille, 1<sup>er</sup> décembre 2008)

**Ministère du travail.** Comité d'histoire des administrations chargées du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle. Conférence débat « des accords de Grenelle à la section syndicale d'entreprise ». Communication de Jean-Marie Pernot « Mai 68, données historiques sur le contexte économique et social, une mise en perspective », (Paris, 4 décembre 2008).

**AMIE/CCI de Casablanca (Maroc).** Deuxièmes Annuelles de l'intelligence économique. Intervention de Jean-Louis Levet « Le rôle des organismes de recherche dans la production et la diffusion des savoirs ». Publication des Actes (en cours). (Casablanca, 5-6 décembre 2008)

**Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail.** Séminaire de travail sur « politiques et stratégies d'entreprises en matière des risques psychosociaux ». Interventions d'Etienne Lecomte, Benoît Robin. (Paris, 9 décembre 2008)

**ESIEE.** Université Marne la Vallée. Séminaire 2 « Les fondamentaux de l'intelligence économique », dirigé par Jean-Louis Levet (Noisy le grand, 11 décembre 2008)

**Confédération FO.** Colloque « Force ouvrière acteur de la vie contractuelle et du paritarisme – fin des années 1950 – début des années 1980 ». Jean-Marie Pernot, rapporteur de la dernière demi-journée sur « Branches et territoires ». (Paris, 11 – 12 décembre 2008).

**CGT-FO.** Intervention de Benoît Robin au stage de formation syndical fédéral des responsables Force Ouvrière transport sur « le transport dans l'économie et l'économie du transport ». (Compiègne, 17 décembre 2008)

**FGTB Liège.** Formation-débat par Michel Husson sur « chômage, financiarisation, crise ». (Liège, 17 décembre 2008)

**IHEDN (Institut des hautes études de défense nationale).** Cycle de sensibilisation à l'intelligence économique, conférence conclusive de Jean-Louis Levet. (Paris, 19 décembre 2008)



## Annexe 3

## Conventions de recherches achevées ou en cours en 2008

<b>Intitulé</b>	<b>Responsables scientifiques</b>	<b>Tiers contractant</b>	<b>début</b>	<b>fin</b>
Etudes sur les relations industrielles	B. Robin, A. Jolivet	Fondation européenne de Dublin	2008	2009
Gouvernance de la protection sociale	P.Volovitch, C.Vincent	DREES	2005	2008
Capright : Resources, rights and capabilities in search of social foundations for Europe	F. Lefresne ; Catherine Sauviat ; Marie Raveyre	Commission Européenne	2006	2010
Comparaisons européennes des aides aux familles	Antoine Math ; Christèle Meilland	CNAF	2006	2008
Observatoire européen : Etudes sur les relations industrielles, les Restructurations et conditions de vie et de travail	Benoît Robin; Annie Jolivet; Udo Rehfeldt ; Yves Lochard, Etienne Lecomte	Fondation européenne de Dublin	mars 2007 mars 2008	fev 2008 fev 2009
Suivi des congrès des organisations syndicales	Catherine Vincent ; Benoit Robin	Liaisons sociales	2008	2008
Changements technologiques et travailleurs vieillissants	Annie Jolivet	DARES	2006	2008
Evolutions et perspectives des systèmes de négociations européens	C. Dufour ; A Hege	CFDT/CGT	2007	2008
Internationalisation des relations industrielles	Udo Rehfeldt	Instituto per il lavoro	2007	2008
Actions mises en œuvre à l'égard des salariés atteints de longue maladie	C. Dufour ; A Hege	Crédoc	2007	2008
Nature, causes et conséquences des changements institutionnels structurels de l'immigration : le cas de la France	M Viprey, S. Slama	Banque mondiale	2007	2008
Les coûts de l'enfant et les politiques familiales	A Math	INED	2008	2008
Enjeux de l'Industrie dans le val de Marne	Solveig Grimault, Jean Louis Levet	Copac Val de Marne	2008	2009
Etude sur le dialogue social : plate forme aeroportuaire de Roissy CDG	Solveig Grimault	GIP	2008	2008
Age, santé, travail, pénibilité et gestion des parcours professionnels à la SNCF	Annie Jolivet, + Serge Volkof (CEE),...	SNCF	2008	2009